

SEANCES DU MERCREDI 24 OCTOBRE 1984
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 24 OKTOBER 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif aux intercommunales.

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique.

Proposition de loi relative aux coopératives de communes.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Delmotte, Wyninckx, Van der Elst, Van Roye, M. le Président, MM. Van Herreweghe, rapporteur, Geldolf, Mme Remy-Oger, MM. Knuts, Toussaint, De Baere, Grosjean, Eicher, p. 160.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 172.

M. R. Gillet. — Proposition de loi visant à protéger le vendeur en cas de faillite de l'acheteur.

INTERPELLATIONS (Demandes):

Page 172.

M. Désir au Premier ministre, au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, et au secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « la répartition, pour la Région bruxelloise, du produit de la redevance radio et télévision ».

M. Vandenhautte au Premier ministre sur « la nécessité urgente de doter la Région bruxelloise d'un statut adéquat, à titre d'exemple par l'instauration d'une zone franche ».

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP EN VOORSTELLEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet betreffende de intercommunales.

Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van het algemeen.

Voorstel van wet betreffende de coöperaties van gemeenten.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Delmotte, Wyninckx, Van der Elst, Van Roye, de Voorzitter, de heren Van Herreweghe, rapporteur, Geldolf, mevrouw Remy-Oger, de heren Knuts, Toussaint, De Baere, Grosjean, Eicher, blz. 160.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 172.

De heer R. Gillet. — Voorstel van wet tot bescherming van de verkoper bij faillissement van de koper.

INTERPELLATIES (Verzoeken):

Bladzijde 172.

De heer Désir tot de Eerste minister, tot de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, en tot de staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de verdeling van de opbrengst van het kijk- en luistergeld voor het Brussels Gewest ».

De heer Vandenhautte tot de Eerste minister over « de dringende noodzaak om aan het Brussels Gewest een passend statuut te geven door bij wijze van voorbeeld een vrijzone in te stellen ».

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 15 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 15 m.

PROJET DE LOI RELATIF AUX INTERCOMMUNALES

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 1^{er} MARS 1922
RELATIVE A L'ASSOCIATION DE COMMUNES DANS UN BUT
D'UTILITE PUBLIQUE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX COOPERATIVES DE COM-
MUNES

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE INTERCOMMUNALES

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN
1 MAART 1922 OP DE VERENIGING VAN GEMEENTEN TOT
NUT VAN HET ALGEMEEN

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE COOPERATIES VAN
GEMEENTEN

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons l'examen du projet de loi relatif aux intercommunales, de la proposition de loi modifiant la loi relative à l'association de communes et de la proposition de loi relative aux coopératives de communes.

Wij hervatten de bespreking van het ontwerp van wet betreffende de intercommunales, het voorstel van wet tot wijziging van de wet op de vereniging van gemeenten en het voorstel van wet betreffende de coöperaties van gemeenten.

La parole est à M. Delmotte.

M. Delmotte. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, dès le début de la discussion générale relative à ce projet de loi, divers intervenants, et en particulier M. Goossens, ont développé à cette tribune certaines idées et fait certains commentaires, sinon posé certaines questions au ministre en ce qui concerne le contexte dans lequel s'inscrit ce projet de loi.

A mon tour, et bien que d'autres intervenants du groupe aux destinées duquel je préside prendront encore la parole dans ce débat, je voudrais dire que le projet de loi que nous examinons aujourd'hui met indéniablement en cause, comme l'a dit M. Goossens tout à l'heure, un problème fondamental: celui du cadre institutionnel et normatif que nous avons donné à ce pays dans les lois de régionalisation d'août 1980.

En effet, le problème posé par la répartition des compétences entre le législateur national et le législateur régional, dans le domaine des

intercommunales, a déjà été abordé en détail à cette tribune. Je n'y reviendrai donc pas.

Je tenais cependant, avant de continuer mon exposé, à dire ici combien j'ai été impressionné par le travail de M. Van Herreweghe et à le féliciter pour la qualité de son rapport, indépendamment des avis et sentiments que nous témoignons à l'égard de ce projet. Je me devais de le souligner.

J'en reviens maintenant à l'objet même de mon intervention.

Il convient de ne pas se le dissimuler, le projet de loi relatif aux intercommunales déposé par le gouvernement met inévitablement en jeu d'autres aspects fondamentaux de la réforme de l'Etat.

Je serais tenté de demander à mes collègues de m'excuser d'extrapoler quelque peu et de placer cette discussion dans un contexte plus large qui pourrait leur faire admettre, du moins au départ, que je traite d'autres sujets, alors qu'il s'agit, à mon sens, du véritable encadrement de ce projet de loi.

Le projet en discussion témoigne, comme bien d'autres projets, d'une politique délibérée et systématique que le gouvernement a menée depuis sa création afin de miner les principes essentiels de la régionalisation.

Evidemment, dans ce domaine, les exemples abondent et je me permettrai d'en épinglez quelques-uns dans le but de justifier à nouveau cette affirmation.

Le premier trait de la politique du gouvernement consiste à minimiser systématiquement les compétences régionales.

Ainsi, le gouvernement a utilisé les « invests », émanations de la Société nationale d'investissement, pour financer des activités dans les secteurs économiques qui relèvent des régions en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980. Les « invests », dont le nombre ne cesse de croître à l'heure actuelle, ont donc été détournées de leur fonction première, le financement d'activités relevant des secteurs nationaux, pour opérer ce que nous qualifions de « renationalisation » occulte de la politique économique.

C'est là un premier exemple.

De même, le gouvernement a, dans sa première loi de redressement du 31 juillet 1984, délibérément violé les compétences des régions en matière de reconversion. Il l'a fait en dépit d'un avis formel du Conseil d'Etat, ce Conseil d'Etat dont la majorité, soudainement, vante à nouveau les mérites en prenant des airs vertueux.

De plus, le gouvernement a — il convient de le rappeler — bloqué l'utilisation du Fonds de rénovation industrielle pendant un long délai, ce qui provoqua naguère l'irritation de M. Wathélet, membre de l'exécutif wallon, mais aussi d'un parti qui ne passe pas pour particulièrement fédéraliste.

Maintenant, le gouvernement a brusquement redécouvert les avantages du Fonds de rénovation industrielle, mais c'est afin de concrétiser l'application de la loi du 5 mars 1984 relative au financement des secteurs nationaux, loi dont M. Gol lui-même déclarait qu'elle n'avait rien de glorieux pour les ministres francophones.

Enfin, rappelons encore que le gouvernement a bloqué pendant des mois la décision de l'exécutif régional wallon relative aux zones d'em-

plois. Nous nous trouvons maintenant dans une situation où les zones d'emplois flamandes fonctionnent déjà depuis belle lurette alors que les zones d'emplois wallonnes n'ont guère eu jusqu'ici d'incidence sur le redressement régional.

Même en y mettant beaucoup de bonne volonté, on peut difficilement voir dans cette succession de décisions un effet du hasard.

De plus en plus, la Belgique s'enfonce dans un régime particulier: l'Etat de droit à éclipses, où la Constitution a pour seule et unique signification celle que la majorité flamande lui donne. Vive le Conseil d'Etat lorsqu'il justifie la pratique des pouvoirs spéciaux! Vive le Conseil d'Etat lorsqu'il invente de toutes pièces des conditions d'inéligibilité qui ne se trouvent nulle part dans la loi afin d'évacuer les mandataires francophones des communes à facilités! Mais à bas le Conseil d'Etat lorsqu'il s'oppose à ce qu'on viole la solidarité nationale pour détourner de l'argent destiné à financer illégalement des entreprises!

Et ce n'est pas fini. Il ne suffit pas au gouvernement de réduire les compétences régionales à la portion congrue: il lui faut aussi diminuer systématiquement les moyens financiers des régions.

Le problème des charges du passé a traîné pendant des années alors qu'on avait promis de le régler en 1980. Le gouvernement laisse retomber les effets de sa politique sur les communes en laminant le Fonds des communes — 2,9 p.c. d'augmentation dans le budget déposé pour 1985, c'est-à-dire une baisse de 3 à 4 p.c. en termes réels — et en les laissant supporter les frais de plus en plus épouvantables des aides sociales et du minimex. La Région se trouve donc contrainte d'intervenir et de financer des opérations alors qu'elle ne dispose pas des moyens nécessaires.

Le gouvernement — et ce sera la dernière partie du contexte dans lequel va se situer l'opération d'aujourd'hui — a attendu pour régler les questions de trésorerie des régions que la Communauté flamande se trouve littéralement en état de cessation de paiement. Et, bien évidemment, la trésorerie nationale ne bronche absolument pas lorsque cette même communauté dépasse — et de beaucoup! — les découverts légalement autorisés, mais elle réagit immédiatement et violemment lorsque la Région wallonne fait mine d'adopter un comportement identique.

Après quoi, le gouvernement se drape dans sa dignité et multiplie à l'envi les invitations à la « fidélité fédérale », à la *Bundestreue* chère à la Constitution allemande.

L'invitation au fair-play, monsieur le ministre, n'a de valeur que si elle s'accompagne d'un minimum d'objectivité. Il y a quelque inconséquence à réclamer des autres ce qu'on ne pratique pas soi-même.

Le projet qui nous occupe aujourd'hui aurait pu fournir au gouvernement l'occasion de prouver son propre fair-play. Force nous est bien de constater que cela n'a pas du tout été le cas.

En cette matière comme en d'autres, vous avez eu grand soin d'éviter la consultation des exécutifs communautaires et régionaux. On peut en fait affirmer que vous avez même cherché à les prendre de vitesse. Cette attitude peut difficilement trouver une excuse. Les intercommunales concernent tant les communautés que les régions.

D'abord, parce que les communautés et les régions disposent de compétences particulières dans ce domaine. Là-dessus, tout le monde s'accorde, même si l'ampleur de ces compétences prête souvent à discussion.

Ensuite, parce que les intercommunales relèvent directement de compétences matérielles particulières: les aides sociales, la culture et la rééducation dans le chef des communautés, l'économie, l'énergie et le traitement des déchets dans le chef des régions.

Malgré ces divers titres d'intérêt, vous avez délibérément contourné ces exécutifs, ce qui a été déploré tant du côté flamand que du côté francophone.

Cette attitude, d'ailleurs, ne se limite pas au seul dossier des intercommunales. De la même façon, vous avez court-circuité les communautés et les régions en ce qui concerne la réforme de la tutelle communale, de la tutelle provinciale et du rôle joué par le gouvernement. Dans ces matières qui concernent véritablement au premier chef les régions, vous n'avez pas eu une seule réunion de concertation, alors que vous les avez multipliées, par exemple — c'est assez singulier, mais cela se comprend de votre part —, avec toutes les autorités provinciales.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, que vous avez systématiquement éliminé tous les procédés de tutelle dont les régions pouvaient disposer et à l'égard des communes qu'à l'égard des intercommunales.

Trouvez-vous réellement logique et sain de modifier toutes ces lois anciennes sans consulter le moins du monde l'institution qui les appli-

que? Cela m'apparaît comme un véritable non-sens et, à en croire la presse, mes propos à cet égard — et cela me libère d'un quelconque sentiment de culpabilité — sont beaucoup plus mesurés que ceux du ministre Damseaux.

Comment pouvez-vous, dans de pareilles circonstances, vous étonner des réactions de méfiance, voire d'hostilité, que la politique du gouvernement suscite? Vous passez une bonne partie de votre temps à déplorer des antagonismes que vous êtes en fait le premier à provoquer.

A mon avis, votre comportement ne constitue certainement pas la solution pour atténuer l'atmosphère perpétuellement conflictuelle qui règne dans ce pays. Vous en êtes partiellement l'auteur.

Si le projet que nous discutons maintenant parvient au terme du processus législatif, nul doute qu'il contribuera encore à alourdir cette atmosphère.

En effet, selon toute vraisemblance, ce dossier des intercommunales pourrait fort bien être parmi les premiers, voire le premier, dont la Cour d'arbitrage aura à se saisir.

A cet égard, je crois que de nombreux parlementaires, ainsi d'ailleurs que de nombreux responsables communaux, souhaiteraient disposer de quelques éclaircissements. Des questions vous ont déjà été posées; nous écouterons vos réponses avec attention.

Vous avez récemment déclaré, monsieur le ministre, que vous alliez déposer un recours contre le décret Coëme récemment voté par le Conseil régional. Ce recours me paraît poser une série de problèmes.

Tout d'abord, l'article premier de la loi du 28 juin 1983 spécifie que le recours doit être introduit « par le Conseil des ministres ou par l'exécutif d'une communauté ou d'une région ».

Il nous paraît donc extrêmement important que le Parlement sache aujourd'hui ou demain si le gouvernement auquel vous appartenez a déjà délibéré sur cette question.

Ensuite, on peut se demander quelle attitude les collègues échevinaux des communes concernées vont devoir adopter compte tenu de la contradiction qui existe entre le décret Coëme, déjà voté, et votre projet, s'il finit par être adopté.

Enfin, monsieur le ministre, j'aimerais connaître votre avis — même s'il ne s'agit que d'une opinion personnelle — sur la position que pourrait prendre la Cour d'arbitrage. Dans les rangs de certains opposants au décret Coëme, il a toujours été considéré comme évident que la Cour d'arbitrage trancherait en faveur de la compétence nationale. Je dis bien: dans les rangs de certains opposants au décret.

Or, au regard des travaux parlementaires relatifs à la Cour d'arbitrage, ce résultat me paraît bien compromis.

En effet, la Cour de cassation a toujours souligné, et elle l'a encore récemment fait avec vigueur, que l'interprétation des travaux préparatoires et la recherche de l'intention du législateur ne doivent intervenir qu'en cas d'obscurité. Cette dernière ajoute même que le texte clair s'impose contre une volonté certaine et contraire du législateur. Je fais ici référence à l'arrêt de la deuxième chambre de la Cour de cassation du 19 octobre 1977, dernière illustration de cette jurisprudence constante.

Or je me permets de rappeler que le Conseil d'Etat lui-même, dans son avis le plus restrictif, reconnaissait la clarté du texte.

De plus, la loi du 28 juin 1983 ne permet à la Cour d'arbitrage de se prononcer que sur les questions de compétence. Ici aussi, le texte est clair et il se trouve amplement confirmé par les débats parlementaires. La Cour d'arbitrage ne statue que dans les limites des règles constitutionnelles de compétence *sensu stricto*, au sens le plus strict.

Or le Conseil d'Etat, même dans son avis le plus restrictif, ne juge pas le texte répartissant les compétences suffisant. Il ne tranche finalement la question qu'en se référant à des considérations de constitutionnalité extérieures à la stricte question des compétences.

La Cour d'arbitrage ne pourra entériner, par conséquent, l'argumentation du Conseil d'Etat sans sortir du cadre de sa fonction.

Comme vous le voyez, monsieur le ministre, l'absence de concertation, qu'on vous reprochait tout à l'heure, risque de produire des conséquences particulièrement graves sur la nouvelle organisation de l'Etat. Non seulement elle ne favorise pas un fonctionnement harmonieux des pouvoirs, une nouvelle organisation de l'Etat, non seulement elle a en fin de compte provoqué et va provoquer des retards suite au recours des exécutifs, mais encore — et c'est une lourde responsabilité qui vous incombe — elle pourrait déjà contrarier la tâche d'une institution qui n'a pas encore commencé à fonctionner.

Cette attitude, pour le moins désinvolte, pourrait bien déboucher — et ce n'est pas là le moindre des paradoxes — sur des résultats que vous seriez, sans nul doute, le premier à regretter. Je crois que cela mériterait, de la part du gouvernement, plus qu'un haussement d'épaules, lorsqu'il est question de ces problèmes dans les entretiens que vous avez avec l'un ou l'autre de vos collègues, monsieur le ministre.

Inutile de dire — et les amendements qui ont été présentés et qui seront discutés le prouveront — que mon groupe s'opposera de toutes ses forces au vote de ce projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, en application de l'article 52bis-2 du règlement du Sénat, une demande de solliciter « l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat sur les amendements qui ont été introduits au bureau du Sénat au projet de loi relatif aux intercommunales et sur lesquels aucun avis n'a été demandé: les amendements déposés par MM. Paque et consorts aux articles 2, 8, 20 (document n° 529-6) et aux articles 10 à 19, 23, 24, 25 (document n° 529-5), les amendements déposés par MM. Vandezande et Luyten (document n° 529-4) pour supprimer les chapitres II et III; les amendements déposés par MM. Wyninckx et consorts à l'article 14 (document n° 529-9), les amendements déposés par MM. Geldolf et consorts aux articles 2 et 11, (documents n° 529-10 et 11), les amendements déposés par M. Van Roye aux articles 2, 3, 7, 8, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 26, (document n° 529-3).

Cette demande, monsieur le Président, est revêtue des 66 signatures requises. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil kort motiveren waarom mijn fractie dit beroep op het advies van de Raad van State steunt.

In het begin van de algemene bespreking heb ik onderstreept dat dit een slecht ontwerp is. Verschillende leden van mijn fractie zullen dit in de loop van het debat trouwens nog aantonen. Wij wensen dit ontwerp te verbeteren, maar zouden hierover graag het advies van de Raad van State kennen. (*Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie en van Agalev-Ecolo.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van der Elst.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Voorzitter, leden van mijn fractie hebben eveneens dit verzoek dat tot u is gericht, ondertekend.

Wij zijn zeer gevoelig voor het respect dat moet worden opgebracht voor de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten. Wij zijn de mening toegedaan dat het huidige ontwerp niet overeenstemt met de verdeling van de bevoegdheden tussen de nationale instanties enerzijds, en de gewesten en gemeenschappen anderzijds.

De amendementen waarover wij het advies van de Raad van State vragen, slaan hoofdzakelijk op deze bevoegdheidsmaterie. Vermits de voorgaande adviezen van de Raad van State ter zake niet altijd eensluidend waren en een zekere twijfel kunnen laten bestaan, is het ons inziens nuttig het juiste advies van de Raad van State over deze problematiek te kennen. (*Applaus op de banken van de Volksunie, op de socialistische banken en op de banken van Agalev-Ecolo.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van Roye.

M. Van Roye. — Monsieur le Président, nous avons également signé cette demande.

Je rappelle qu'étant donné le problème bien réel que posent les intercommunales, nous avons déposé une proposition de loi relative aux coopératives de communes. On y trouvait, selon nous, une orientation de pensée qui nous semble absente du projet gouvernemental, lequel nous paraît même aller à l'encontre de la conception que nous avons de la démocratie.

C'est pourquoi nous avons réintroduit de nombreux amendements — ce qui constituait un gros travail — inspirés à la fois par les sentiments négatifs que nous éprouvons à l'égard du projet gouvernemental et par nos idées exprimées dans la proposition dont je viens de parler.

Nous estimons qu'il serait intéressant de connaître l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat sur ces conceptions et sur les divergences

éventuelles avec le projet gouvernemental. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo, socialistes et sur les bancs de la Volksunie.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, veertien dagen geleden heb ik hier gesproken over artikel 2, paragraaf 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ik heb toen gezegd dat er, eenmaal als er de handtekeningen zijn van een derde van de leden of van de helft van een taalgroep, de voorzitter geen enkel beroep meer heeft. De tekst is zo algemeen dat er niets uitdrukkelijks is bepaald over bevoegdheidsconflicten, en dat er ook niet naar wordt verwezen.

Les membres du Sénat ont bien évidemment le droit de demander l'avis du Conseil d'Etat, mais je crois constater, surtout après avoir entendu MM. Delmotte et Van der Elst, qu'ils posent également un problème de conflit de compétence...

M. Delmotte. — En effet.

M. le Président. — ... et que ceci constitue, *ratio legis*, un argument supplémentaire.

Chaque fois que le nombre de membres requis demande le renvoi au Conseil d'Etat, je dois consulter celui-ci. Peut-être pourrait-on discuter et invoquer le fait que cette possibilité a surtout été prévue pour les cas de conflits de compétence, bien qu'il n'en ait pas tellement été ainsi lors du précédent renvoi. Mais, même lorsqu'il n'y a pas conflit de compétence, je suis dépourvu d'arguments et obligé de demander cet avis. C'est ce que je ferai dès demain matin.

Je consulte cependant l'assemblée. Je présume que vous ne voyez pas d'objection à ce que nous poursuivions la discussion générale.

M. Delmotte. — Pourquoi pas ?

M. Wyninckx. — Aucune objection.

M. le Président. — La liste des orateurs est fort longue. Sans doute pourrions-nous entendre demain soir la réponse du ministre qui, je présume, doit vous intéresser.

M. Wyninckx. — Evidemment, elle nous intéresse beaucoup.

M. le Président. — Nous attendrons l'avis du Conseil d'Etat avant d'entamer l'examen des articles. La commission du travail parlementaire discutera de cette question demain midi.

La parole est à M. Van Roye.

M. Van Roye. — Monsieur le Président, au début de ce débat, nous avons entendu formuler toute une série d'observations au sujet du travail en commission. Nous avons même vu le président de celle-ci venir s'accuser: «*Mea culpa, mea culpa...*»

Je me permettrai d'émettre une petite remarque de forme au sujet du rapport de M. Van Herreweghe, au demeurant, fort bon.

J'étais l'auteur d'une proposition de loi liée au projet sur les intercommunales et, à ce titre, j'ai énormément travaillé avec la commission. J'y ai présenté de nombreux amendements; cela figure d'ailleurs dans le rapport.

Cependant, pour moi-même et pour d'autres collègues qui ont assisté aux travaux, je regretterai qu'on ne trouve à la première page du rapport — M. Van Herreweghe me dira certainement qu'il s'agit d'une tradition — sous la mention «*Ont participé aux travaux de la commission*» que le nom des membres effectifs et des membres suppléants, et non celui d'autres sénateurs. Je signale qu'à la Communauté française le nom des autres participants aux travaux de la commission est cité également. Cette bonne coutume permet de rendre hommage au travail effectué par chacun.

M. Van Herreweghe. — Votre remarque vaut particulièrement dans ce cas-ci.

M. Van Roye. — Nous avons donc à examiner simultanément trois textes de loi qui veulent régler la manière dont des communes peuvent s'associer afin de mieux gérer des matières qui dépassent la compétence ou la capacité des communes isolées, ou d'assurer un meilleur service à leurs habitants.

J'ai eu l'honneur de déposer l'un de ces textes, celui qui est relatif aux coopératives de communes. Il s'agissait dans mon esprit, je le précise immédiatement, non pas de choisir spécialement la forme commerciale appelée coopérative, mais essentiellement par le choix de ce mot, de démarquer les principes habituels de fonctionnement des intercommunales. Si les grands principes que nous avons défendus avaient été respectés, cette forme de coopérative aurait pu être abandonnée au profit, par exemple, de l'association sans but lucratif.

J'ai la faiblesse de croire que le texte que j'avais déposé était une bonne proposition de loi, guidée uniquement par l'intérêt général, et s'inspirant de l'expérience de soixante-deux ans d'application de la loi du 1^{er} mars 1922. Pour lui faire un sort, il a suffi de quinze lignes dans un rapport de 186 pages; je n'incrimine pas M. Van Herreweghe, car le rapport exprime bien la manière dont ma proposition a été éliminée.

C'est bien fait d'ailleurs! Il est temps que les écologistes abandonnent leurs positions idéalistes et naïves. Il est temps qu'ils comprennent qu'il y a « des intérêts supérieurs » qui passent avant « l'intérêt général »! C'est une chose que nous n'avions peut-être pas comprise. Effectivement, des « intérêts supérieurs » sont admirablement introduits dans le projet du gouvernement. Depuis trois ans, vous faites, monsieur le ministre, la politique des « intérêts supérieurs ».

Dans tous les domaines, les « assainissements » sont en fait des agressions contre l'intérêt général, contre le domaine social parce que les intérêts privés étaient aussi victimes de la crise.

Mais soyons rassurés, les bulletins de victoire du gouvernement sont évocateurs.

Les entreprises font à nouveau des bénéfices. Bien sûr, les CPAS n'ont plus de quoi payer le minimex, mais cela, c'est de la mauvaise gestion! Ce n'est pas du tout une conséquence de la politique gouvernementale! Le nombre de chômeurs augmente, les chômeurs de longue durée sont éliminés du bénéfice des indemnités parce qu'ils ne trouvent pas de travail, par leur faute évidemment, car il suffit d'en demander pour en avoir!

M. Delmotte. — Très bien.

M. Van Roye. — Parmi les « intérêts supérieurs » qui ont droit à toute votre sollicitude, il y a les électriciens, parties prenantes dans beaucoup d'intercommunales. Le ministre des Affaires économiques le disait, dans le débat sur les assurances en matière nucléaire: « C'est un secteur qui marche. »

Bien sûr, on peut se poser des questions. Par exemple, comment se fait-il que chez nous, le secrétaire d'Etat à l'Energie nous dise que l'énergie d'origine nucléaire est la moins chère, que les producteurs d'électricité font des bénéfices qui se chiffrent en dizaines de milliards, alors qu'aux Etats-Unis, pays de la libre entreprise, les producteurs abandonnent le nucléaire parce qu'il n'est pas rentable? Il est vrai que, là, ils doivent payer toutes leurs infrastructures et pas seulement une petite partie. Par ailleurs, il existe une réelle concurrence entre producteurs.

Chez nous, rien de pareil. Tout est bien organisé pour qu'il y ait des bénéfices à tous les niveaux. Il n'eût pas été concevable que le monopole privé ne contrôle pas également la distribution. Votre projet organise ce contrôle.

Vous avez dit que vous voulez, par votre projet, rendre aux élus communaux leur droit de contrôle en leur gardant la majorité dans les organes de l'intercommunale. Croyez-vous vraiment qu'il soit nécessaire aux intérêts privés d'avoir la majorité dans les assemblées et conseils pour avoir un pouvoir de fait? Même minoritaire, celui qui a le monopole de la production, qui est souvent le propriétaire de l'infrastructure de distribution, se trouve toujours en position de force.

Le simple droit de vote démocratique est faussé au départ. Je ne suis pas partisan non plus de l'intercommunale pure dans la mesure où nous trouvons une espèce de démocratie à des niveaux différents et où, finalement, nous n'actons aucune sanction de mauvaise gestion ou de gestion non conforme à l'intérêt général, la seule sanction pouvant être le retrait d'une commune de l'intercommunale, ce qu'elle est manifestement incapable de faire car le coût en serait trop élevé et elle serait la première à en subir un dommage.

Je crois, monsieur le ministre, que votre projet a surtout pour objet de passer à côté des vrais problèmes que posent les intercommunales.

Les intercommunales sont-elles un service public? Vous essayez de le faire croire, mais la réalité est exactement inverse. Vous dites que les

intercommunales n'ont pas un caractère commercial, mais vous leur donnez toutes les caractéristiques d'un commerce, celui où le commerçant a des privilèges qui mettent ses clients sous sa dépendance.

Il y a peu, à la commission quart monde de la Communauté française, on nous parlait du problème des conditions de vente présentées comme un contrat librement accepté et donc opposable à l'une des parties. Ces fameuses conditions générales de vente qui sont supposées négociées dans des contrats commerciaux et en sont partie intégrante, sont ici totalement illusoire.

Cela permet en réalité aux intercommunales d'agir comme des commerçants ordinaires, d'interrompre des livraisons sans se préoccuper des conséquences sociales. C'est un abus que nous connaissons bien et qui se répand de plus en plus. Vous n'avez rien fait pour trouver une solution à ce réel problème d'intercommunale.

Par ailleurs chacun sait que la non-taxation des intercommunales permet à des intérêts privés d'éviter un impôt totalement légitime. Vous maintenez ce système qui n'a rien à voir avec l'intérêt général.

Non, monsieur le ministre, le vrai grand problème des intercommunales, c'est la mixité. Tous les palliatifs que vous insérez dans la loi n'y changeront rien.

Il y avait un choix à opérer: ou bien le service public ou bien l'économie libérale avec libre concurrence. Oserai-je une définition? Ce que vous créez est un faux service public qui permet à des entreprises privées de faire leurs affaires à l'abri de tous les risques de l'économie libérale.

C'est une vraie police d'assurance. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo-Agalev et socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Herreweghe, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, als u mij toestaat, zou ik collega Van Roye toch willen doen opmerken dat de rapporteur, die gepoogd heeft zijn opdracht nauwgezet en gewetensvol te vervullen, er zich terdege rekenschap van heeft gegeven dat de heer Van Roye met veel toewijding en inzet de besprekingen in de commissie heeft bijgewoond.

Indien ik hem goed heb begrepen, beweert hij echter dat ik aan zijn wetsvoorstel in het verslag slechts vijftien regels heb gewijd. Dit moet ik toch tegenspreken.

De heer Van Roye was zo vriendelijk zijn wetsvoorstel opnieuw in de vorm van amendementen in de commissie in te dienen. Deze werden stuk voor stuk opgenomen in het verslag. Wanneer daarover een bespreking heeft plaatsgevonden, werd dat vermeld. Als daarover is gestemd, werd dat eveneens in het verslag opgenomen.

Ik meen op dat stuk zeker niet te zijn te kort geschoten.

M. le Président. — La parole est à M. Van Roye.

M. Van Roye. — Monsieur le Président, je ne voulais adresser aucun reproche au rapporteur qui a fait du très bon travail.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Geldolf.

De heer Geldolf. — Mijnheer de Voorzitter, wellicht dacht u, mijnheer de minister, bij het begin van dit debat: « Oef, het is dan zover. Na die vervelende commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden ben ik uiteindelijk met dit veel te moeilijk huiswerk in de openbare vergadering beland. » Intussen zal u al wel de lust vergaan zijn om nog te geloven, om het met de *Marseillaise* te zeggen « que le jour de gloire est arrivé ».

Zoals andere sprekers wil ik ook in de eerste plaats de nadruk leggen op het feit dat dit ontwerp, zoals het door de minister werd ingediend, niet rijp was voor parlementaire behandeling.

Een eerste bewijs daarvoor wordt geleverd door de uitvoerige reacties zowel van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten als van Intermixt en van Inter-regies. Ik wil daar niet op terugkomen, maar ik betreur dat men ondanks alle beloften het niet nodig heeft gevonden die documenten *in extenso* in het verslag op te nemen. Voor de geschiedenis zijn zij in elk geval een getuigenis van het feit dat deze drie belangrijke organisaties van dit ontwerp tijd en werk hebben gemaakt, ik zou bijna zeggen, meer dan de minister.

De heer Van Herreweghe. — Alle teksten staan in het verslag. Het is nu de derde keer dat ik het herhaal.

De heer Geldolf. — Mijnheer de rapporteur, als u zo koppig is om steeds hetzelfde te blijven herhalen, zie ik mij ertoe verplicht met een voorbeeld te bewijzen dat u voortdurend dingen zegt die, om het diplomatiek uit te drukken, niet stroken met de waarheid.

De heer Van Herreweghe. — U heeft het verslag toch goedgekeurd?

De heer Geldolf. — Ik heb het verslag inderdaad goedgekeurd, mijnheer de rapporteur, onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat die documenten bij het verslag zouden worden gevoegd. U ging daarmee trouwens akkoord.

De heer Van Herreweghe. — Het verslag werd dus goedgekeurd.

De heer Geldolf. — Inderdaad, met alle wijzigingen die wij hebben gedictieerd. U had immers zoveel schrik omdat u niet in aantal was, dat u alle wijzigingen die wij voorstelden klakkeloos hebt aanvaard. Dat is de waarheid.

De heer Van Herreweghe. — Mijnheer Geldolf, ik moet vaststellen dat u niet weet wat beleefdheid is.

De heer Geldolf. — Dat is uw interpretatie, maar tegenover sommige mensen moet men zware middelen gebruiken om hun het onlogische van hun houding te doen inzien.

Op bladzijde 183 van het verslag lezen wij in het slot van de nota van Intermixt: «Het heeft de weerhouden opmerkingen en zijn eigen overwegingen onder vorm van gemotiveerde amendementen geformuleerd, die het voorlegt aan het bureau van Intermixt in drie lijsten:

- Lijst van de belangrijke amendementen — essentiële punten;
- Lijst van de aanvullende amendementen — minder belangrijke punten;
- Lijst van de belangrijkste opmerkingen voorgesteld door derden en waarvan het meent dat men er zich dient tegen te kanten.»

Die drie documenten vormen vanzelfsprekend een geheel. Wanneer u zegt dat die documenten in het verslag zijn opgenomen, dan is dat wel zo, maar slechts fragmentarisch, omdat sommige van de amendementen dezelfde strekking hebben.

De heer Van Herreweghe. — Dat is de tekst die mij voor publikatie door de voorzitter van de commissie is overgemaakt. Richt u tot de voorzitter van de commissie!

De heer Geldolf. — Degene die binnen twintig jaar dit document leest, kan onmogelijk de integrale stellingname van die drie organisaties terugvinden. En daarover gaat het, mijnheer de rapporteur. Als u dat nu nog niet hebt begrepen, kan ik er niets aan doen.

Ik zet mijn redenering verder, maar als u mij nog dikwijls onderbreekt, zal ik nog lang moeten spreken.

De heer Van Herreweghe. — Wij moeten toch niet alles slikken wat u zegt!

De heer Geldolf. — Ten tweede, wil ik het hebben over de improvisaties van de minister om aan te tonen dat het project niet rijp is.

Ik geef een eerste voorbeeld.

Op bladzijde 117 van het verslag staat het volgende in verband met het artikel 14: «Bij de bespreking van artikel 14 verklaart de minister dat de commissaris die lid is van het Instituut der bedrijfsrevisoren, steeds moet benoemd worden met instemming van de meerderheid van de gemeenten. Indien zich tussen de door de gemeentebesturen aangewezen commissarissen geen bedrijfsrevisor bevindt, zal het noodzakelijk zijn een niet-gemeenteraadslid als bedrijfsrevisor-commissaris aan te wijzen.»

De logische consequentie van uw verklaring op dat stuk zou zijn geweest dat u had voorgesteld de tekst van het artikel te wijzigen.

Op bladzijde 166 van het verslag kan men uit de tekst van artikel 14 afleiden dat er helemaal niets is gewijzigd. Er staat wel degelijk: «Tot de voor de aangesloten gemeenten voorbehouden ambten van commissaris kunnen echter alleen worden benoemd gemeenteraadsleden, burgemeesters of schepenen.» Derhalve bestaat er een fundamentele contradictie in dit document tussen het artikel 14 en de verklaring die u hebt afgelegd. «Niet rijp» is dus een argument dat terdege kan worden gebruikt.

Hetzelfde geldt voor het fameuze artikel 8.

Op bladzijde 61 van het verslag lezen we dat er een tweede amendement bij artikel 8 wordt ingediend. De tekst is in het Nederlands en in het Frans identiek en luidt: «Elke statutenwijziging die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of vermindering van hun rechten meebrengt, moet door de gemeenteraden aanvaard worden.» In het Frans staat er «acceptée».

In verband met dat tweede amendement lees ik op bladzijde 62 het volgende: «In verband met het tweede amendement stelt de minister vast dat dit een blokkeringsrecht geeft aan de gemeenten. Derhalve stelt de minister een minder strenge formulering voor, die luidt als volgt: «Over iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt, moet in de gemeenteraden worden beraadslaagd en beslist.» In de Franse tekst staat er *délibération*, en in de Nederlandse tekst: beraadslaagd en beslist.

Ik laat buiten beschouwing of er iets hapert aan de tekst van de gemeentewet. Het is echter duidelijk dat aanvaardt, beraadslagen en beslissen, op drie verschillende niveaus gebeurt. Ik neem grif aan dat «beraadslagen» en «beslissen» allebei een minder strenge formulering zijn, maar ik had graag geweten over welke minder strenge formulering het ging, over de eerste of over de tweede?

Nog een voorbeeld.

Bovenaan pagina 147 van het verslag lezen wij in verband met het personeel en met de overname daarvan in geval van ontbinding: «Hierop repliceert de minister dat het veiliger zou zijn in het amendement het begrip «personeel» te vervangen door het begrip «personeel van de intercommunale»: de gemeenten mogen niet verplicht worden personeel over te nemen — van de private-vennoot b.v.»

De minister heeft op een bepaald ogenblik dit amendement van mij aangenomen maar hij was ondertussen zijn eigen tabel vergeten, die zich bevindt in de bijlage en waaruit blijkt dat vrijwel geen enkele gemengde intercommunale eigen personeel heeft. Dit nog altijd om aan te tonen dat het project niet rijp is.

Dan komt de klap op de vuurpijl.

Niet langer dan eergisteren tijdens een vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden, werd over zowat alles gesproken behoudens de punten die op de agenda stonden. Dit is niet de schuld van de leden van de commissie of van de voorzitter, maar het gevolg van bepaalde grappen van de minister met Europese identiteitskaarten en andere zaken.

Mevrouw Pannels-Van Baelen. — U was er niet.

De heer Van Herreweghe. — U was niet aanwezig.

De heer Geldolf. — Was ik daar niet? U vergist zich grondig.

De heer Van Herreweghe. — Ik protesteer met klem.

Als er in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden over iets anders gesproken werd dan wat de agenda voorzag, was dat op nadrukkelijke vraag van een commissielid.

De heer Geldolf. — Ik heb uitgelegd waarom ik later kwam. Twee commissies, waarvan ik deel uitmaak, vergaderden namelijk gelijktijdig.

Ik heb mij aangesloten bij het verzoek van de heer Vandezande en ik heb een reeks argumenten ontwikkeld die zeker van evenveel belang waren en waarop de minister heeft geantwoord. Het argument dat ik niet aanwezig was, heeft dus geen enkele waarde.

De heer Van Herreweghe. — Dan komt dit nu niet te pas.

De heer Geldolf. — Terwijl u toch opnieuw onbeleefd bent, collega, zal ik er dan nog aan toevoegen dat ik u heb moeten helpen bij het opmaken van uw verslag omdat u er op een gegeven moment niet meer uit wijs raakte.

Ik herhaal: de klap op de vuurpijl kwam twee dagen geleden tijdens de vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden toen de minister erin is gelopen wanneer wij hem vroegen of in de derde herstelwet, het luik over de cumulaties en de cumulatierelingen, ook betrekking heeft op de intercommunales.

De minister heeft onze vraag met een onbewimpeld «ja» beantwoord. Het feit dat de minister op deze vraag «ja» heeft geantwoord, is een

argument te meer dat het voorstel in behandeling onrijp is want hij had deze nieuwe problematiek toch kunnen zien aankomen.

Mijnheer de Voorzitter, dit zijn vier fundamentele argumenten, pleitend voor de onrijpheid.

Dan kom ik tot een ander aspect in de algemeenheden, namelijk het feit dat de situatie in de intercommunales van de energiesector volkomen verschillend is van de rest. Dit is de reden waarom men afzonderlijk had moeten legifereren. In een aantal wetsvoorstellen, onder meer in deze hangend in de Kamer, wordt dit onderscheid duidelijk gemaakt. Wanneer wij straks zullen ingaan op de historiek van de wet van 1922, zal blijken dat men in essentie de energiesector beoogde. Ook in het huidige debat is dit het geval.

Ik verwijs naar pagina 172 van het verslag. In verband met die tabel hebben wij — als ik de uitdrukking mag gebruiken; ik weet niet of hiervoor een exacte Franse vertaling bestaat — de minister moeten « melken » om van hem gedaan te krijgen dat er een substantieel document met cijfergegevens aan het verslag zou worden toegevoegd zodat wij ten minste een overzicht zouden hebben van de situatie in de diverse intercommunales, van het daarin tewerkgesteld personeel en van de gedane investeringen. Na heel veel moeite hebben wij die povere tabel verkregen.

Wanneer u in bijlage 1 de tabel op bladzijde 172 onderzoekt, stelt u vast dat 12 232 onrechtstreekse personeelsleden zijn tewerkgesteld in de energiesector tegen slechts 578 onrechtstreekse personeelsleden in al de andere sectoren. Dat is derhalve één van de punten die in hoofde van sommigen diende te worden onttrokken aan de openbare sector. Het is duidelijk dat de gemengde intercommunale hiervoor verantwoordelijk is. Dat is een reden te meer om te spreken van een anomalie.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om uit te weiden over bijlage 1. Ik heb dat daarstraks reeds gedaan wanneer wij de terugzending vroegen naar de commissie. De voetnota 4 bij bijlage 1 betrof bijkomende gegevens door uw departement verstrekt na de commissievergadering waarop het verslag is goedgekeurd.

Op ons verzoek hebt u bijkomende gegevens verstrekt. Maar die cijfers kloppen niet. Er is sprake van 12 211 personeelsleden. In de tabel gaat het om 12 232 onrechtstreekse personeelsleden. Dat is een klein verschil. Maar ook het detail van die 12 211 klopt niet. Of men nu optelt of aftrekt, men bekomt nooit de gegevens waarvan u beweert dat ze juist zijn, mijnheer de minister. Dat mocht even in de verf worden gezet.

Ik kom nu tot het sluitstuk van de ondeugdelijkheid van uw ontwerp.

De werkelijke motivering voor een wijziging van de wetgeving inzake de intercommunales zou volgens ons moeten vertrekken van een exacte analyse van de bestaande wetgeving van de huidige intercommunales. De minister steunt op fragmentarische en dikwijls onjuiste gegevens. De gegevens in de tabel waarover ik het heb gehad, komen van de privé-sector. De minister beschikt blijkbaar niet over andere gegevens. Dat de tabel op bladzijde 172 met zoveel moeite tot stand is gekomen bewijst onze stelling.

De minister heeft het over de zwakheden en onvolkomenheden van de wet van 1 maart 1922. Ik verwijs hierbij naar bladzijden 11 en 12 van het verslag. Wij stellen vast dat die zwakheden en onvolkomenheden helemaal niet worden opgevangen door de door hem voorgestelde teksten, wel integendeel.

Ik beperk mij tot twee belangrijke aanhalingen van de onvolkomenheden. Ik ga ermee akkoord dat er onvolkomenheden zijn in de toepassing van de wet van 1922.

Een eerste is, volgens de minister, een te belangrijke deelneming van iet-gemeentelijke vennoten. Dat is een argument van de minister. Wordt dit ontwerp van wet iets gedaan om die te belangrijke deelneming van iet-gemeentelijke vennoten ongedaan te maken? Ik meen van niet. Bij artikel 2 vallen zelfs een aantal beperkingen die in de wet van 1922 oorkwamen, weg.

De wet van 1 maart 1922 bepaalde: « De deelneming van particulieren in maatschappijen in bepaalde verenigingen kan ook door de Koning worden toegelaten. » Ik leg de nadruk op « kan toegelaten worden ». Er is dus geen automatisme. Tijdens de discussie in 1920-1921 werd duidelijk gezegd én door de voorzitter én door de minister dat het telkens j koninklijk besluit zou moeten worden geregeld. Dat hebt u nu schrapt. In plaats van supplementaire garanties te geven voor minder deelneming van de particuliere sector, zet u de deur integendeel nog ijder open.

Een volgend punt dat u zegt een zwakte te zijn, is de slechte vertegenwoordiging van de gemeente in de beheers- en controleorganen

van de intercommunale verenigingen. Wat wordt er bedoeld met « slechte vertegenwoordiging »? Heeft dat betrekking op het aantal of wil dat zeggen *qualitate qua*? U spreekt over democratisering en doorzichtigheid en over slechte vertegenwoordiging. Waar komt dat op neer?

Er moet worden voor gezorgd dat degenen die namens de openbare sector in de beheersorganen zitten, weten waarover het gaat, de materie kennen en beheersen en de trucs doorzien die er worden gebruikt door de privé-maatschappijen. Het is niet door het aantal afgevaardigden te verhogen, door bijvoorbeeld 55 gemeenteraadsleden van een stad ertoe te verplichten in 90 beheerraden te gaan zetelen, dat de controle wordt verbeterd. Integendeel, dat verslecht zelfs nog de controle.

Vertrekkend van een hele reeks valse axioma's — zoals de zogezegde grotere democratisering die met het ontwerp wordt nagestreefd —, komt u, mijnheer de Vice-Eerste minister, tot de fantastische conclusie dat, gezien de helemaal niet bestaande grotere democratisering, er moet worden gekomen tot verlichting van de voogdij. Ook dat is dubbelzinnig.

Ik ga akkoord met de verlichting van de voogdij zoals zij daarstraks door collega Wyninckx werd bepleit, namelijk dat niet op diverse niveaus allerlei controles hoeven te gebeuren. Wat het inhoudelijke betreft, moet er alleszins controle gebeuren. Luidens het voorstel bestaat de verlichting van de controle erin dat er in belangrijke materies als de jaarrekening, de afsluiting van leningen, de vaststelling van tarieven, de verlenging van het contract en de ontbinding van de maatschappij — of de vervroeging ervan —, helemaal geen controle meer is. Nu gaat u mij toch niet zeggen dat die maatregel een verbetering is van de situatie. Dat is een verslechtering van de werking.

Ik zou over al die punten kunnen uitweiden. U weet, bijvoorbeeld, dat het inzake leningen altijd een truc is geweest van de privé-partners in de gemengde intercommunale, de intercommunale vereniging leningen te doen aangaan tegen interessantere, voorwaarden dan de privé-firma ze kon krijgen. Die controle verdwijnt met het ontwerp. De verlenging van een contract is ook vaak gebeurd op de vooravond van verkiezingen, vaak onder druk en chantage. Ook daar verdwijnt de controle. Inzake de vervroeging van de ontbinding zijn er ook misbruiken mogelijk.

Als conclusie moge ik stellen dat ondanks de vele amendementen, ook de door ons medeondertekende amendementen, in principe uw voorstel zo slecht is, dat het niet amendeerbaar is.

De heer Wyninckx. — Zeer juist!

De heer Geldolf. — U zou, mijnheer de Vice-Eerste minister, moeten vertrekken van een totaal nieuw ontwerp van wet, want aan dit ontwerp is geen zelf te strijken.

Ik kom nu tot het tweede deel van mijn beschouwingen, namelijk de noodzaak van zuivere of gemengde intercommunales.

Het is nodig een paar woorden te zeggen over de oorsprong van de intercommunales in dit land. Daarover is in uw memorie van toelichting niets terug te vinden.

Op 22 januari 1920 werd een wetsvoorstel ingediend door Guillaume Melckmans, een gewezen fabrieksarbeider, volksvertegenwoordiger van de Belgische Werkliedenpartij voor het arrondissement Brussel van 1919 tot 1932. Hij was schepen te Anderlecht sinds 1911.

Zijn voorstel wordt medeondertekend door vijf andere socialistische volksvertegenwoordigers: Louis Bertrand, Léon Troclet, Ferdinand Elbers, Louis Uytroeven en Victor Ernest. De vertrekpunten van dat wetsvoorstel zijn: het koninklijk besluit van 18 juni 1910, dat de deliberatie van de gemeenteraden van Lauwe en Wevelgem verbrak, die een conventie hadden aangegaan voor de levering van elektriciteit door de tweede gemeente aan de eerste, en een koninklijk besluit van 5 december 1910, dat eveneens de conventie voor levering van elektriciteit door de stad Brussel aan Elsene verbrak. Immers, in die tijd produceerden de gemeenten zelf hun elektriciteit. Het is misschien merkwaardig dat even op te merken.

Dat alles leidt tot scherpe besprekingen in het Parlement in 1911 en in 1912. En in zijn memorie van toelichting zegt de indiener van het voorstel Guillaume Melckmans daarover het volgende: « Au Sénat, le débat fut clos sous la promesse de M. Berryer, ministre de l'Intérieur, d'étudier un projet de loi traitant spécialement des associations de communes en vue de l'exploitation de certains services publics. « Je crois que là » disait l'honorable ministre de l'Intérieur, « est la véritable solution. »

Tous les arguments pour et contre la thèse des régies communales et l'association entre les communes ont été développés au cours de ces

discussions parlementaires. Il en résulte que le gouvernement ne reconnaissait pas aux communes les pouvoirs nécessaires pour faire des contrats en vue de l'exploitation en commun de certains de leurs services publics, ni de s'associer dans ce but.

On a fait remarquer, spécialement en ce qui concerne les services de gaz et d'électricité, combien cette jurisprudence était inique en fait autant qu'illogique en droit, attendu que la loi fait aux communes une obligation d'assurer l'éclairage public.

Pendant la guerre, l'institution de sociétés coopératives intercommunales s'est imposée impérieusement pour faire face aux besoins de la population civile. Dominés par les circonstances et nonobstant l'occupation ennemie, qui s'était investie de tous les pouvoirs, les mandataires des seize communes de l'agglomération bruxelloise ne se sont pas arrêtés à la question de légalité et n'ont pas reculé devant les difficultés pratiques et financières. Successivement, ils ont constitué: Le 22 février 1915, la Société coopérative intercommunale pour le ravitaillement de l'agglomération bruxelloise; le 12 février 1916, les magasins communaux de l'agglomération bruxelloise; le 13 décembre 1916, les restaurants bruxellois, société coopérative intercommunale.

Des organismes du même genre ont fonctionné dans toutes les parties occupées du pays. Ils ont complété l'action du Comité national de secours et d'alimentation, qui ne pouvait livrer à la population belge que des produits venant de l'étranger, en procurant à cette même population des produits indigènes et en lui facilitant ainsi les conditions d'une existence extrêmement dure.»

Na de hoger vermelde verbrekingen vraagt Anderlecht in mei 1919 de toelating om een contract met de stad Brussel te mogen sluiten voor levering van gas en elektriciteit. Dat leidt tot scherpe dreigende brieven geïnspireerd door de minister van Binnenlandse Zaken en ondertekend door de gouverneur aan het gemeentebestuur van Anderlecht en ook aan dat van Schaarbeek.

Terecht besluit Melckmans dan zijn memorie van toelichting als volgt: «Il résulte surabondamment de ce qui précède que l'intervention législative se justifie pour permettre aux communes de remplir, au mieux de l'intérêt général, les différentes missions que les lois leur imposent.

Rappelons que le Conseil provincial du Brabant...» — en hij brengt in herinnering dat ook de provincie Brabant dat gevraagd heeft en zijn besluit is —: «Tel est le but de la proposition de loi ci-annexée. Elle serait d'une application immédiate, les communes de l'agglomération bruxelloise se préoccupant de l'intercommunalisation des abattoirs et marchés publics, ainsi que d'un accord à établir entre certaines d'entre elles, dont les contrats de concession expirent, pour l'exploitation en commun du service du gaz et de l'électricité.»

De bespreking van het voorstel-Melckmans kende dan een normaal verloop. In het verslag op 24 juli 1920 uitgebracht namens de middenafdeling van de Kamer door de heer Visart de Bocarmé en in de aldaar unaniem aangenomen tekst is nergens sprake van participatie in intercommunales door de privé-sector. Ook in een aanvullend verslag van 2 maart 1921 is hierover geen sprake. Een amendement ter zake was immers in de commissie verworpen.

Slechts tijdens de plenaire vergadering van 2 augustus 1921 komt de privé-onderzeeër volledig boven water. Ik wil in dit verband een paar passussen uit de *Parlementaire Handelingen* over dit debat in de Kamer citeren. Men is er daar immers in ongelooftelijke omstandigheden in geslaagd in een project van socialistische oorsprong, dat betrekking had op zuivere intercommunales en steunde op een reeks ervaringen, bij verrassing de privé-sector te introduceren. Hoe komt dat?

Zoals ik reeds zegde was comte Visart de Bocarmé rapporteur. Hij had in zijn verslag nergens melding gemaakt van een tekst waarin sprake was van de privé-sector. Hij had nochtans een amendement in dit verband ingediend, dat was verworpen. In openbare vergadering zegde hij dan, zagezeggd zonder medeweten van de minister van Binnenlandse Zaken, het volgende: «Je ne vois donc aucune nécessité d'exclure d'une manière absolue la participation des sociétés et des personnes privées.»

Hij heeft dit toen verdedigd. Max Hallet, toen socialistisch schepen van de stad Brussel, zegde daarop: «Je ne partage pas l'avis de l'honorable M. Visart de Bocarmé.»

Hij legde uit waarom. De minister deed toen opmerken dat er toch geen amendement ter zake was ingediend door de heer Visart de Bocarmé. Hierover werd dan gediscussieerd en ineens schudde de heer Visart de Bocarmé dan in plenaire vergadering toch een amendement uit de mouw. De minister zegde dan verwonderd: «qu'il comprend l'idée de l'honorable M. Visart de Bocarmé», maar hij voegt eraan toe dat het amendement

niet zo goed geformuleerd was. Hij stelde voor dat de Kamer het amendement in eerste lezing zou aannemen en dat hij er nog zou over nadenken en eventueel bij de tweede lezing een verbeterde tekst zou voorstellen.

Aldus geschiedde het.

Tijdens de tweede lezing beleven wij dan de ontknoping van deze geschiedenis. Eerst was er echter nog een tussennummer. Op een bepaald ogenblik kwam immers een Antwerpse liberale schepen, de heer Straus, binnen en die deed opmerken dat de industrie en de handel van Brussel en Antwerpen tegen dit project gekant waren omdat het een begin van socialisatie was. De heer Visart de Bocarmé zegde toen kalmerend dat het toch niet zo erg was.

Uiteindelijk werd hierover dan gesticuleerd. En hier gebeurde dan wat wij onlangs ook hebben meegemaakt tijdens het debat over de rakettenkwestie.

Indertijd had de heer Henri Rolin immers zijn amendement over de plaatsing van raketten teruggetrokken na geruststellende verklaringen van de minister van Buitenlandse Zaken die nu veel meer blijken te gelden. Ook in 1920 is men erin geslaagd de heer Melckmans zijn amendement te doen intrekken op grond van de verklaringen van sommigen die zegden dat hier helemaal geen winstmotief van de privé-sector bij kwam kijken. De heer Mechelynck, een liberaal volksvertegenwoordiger, zegde onder andere dat de privé-sector hier helemaal niet bij betrokken was: «Ce n'est pas pour faire fructifier leurs capitaux.»

De heer Carton de Wiart, de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, zegde: «C'est sans être inspiré par un souci de lucre mais simplement pour aider une commune!» dat de privé-sector er zal bij betrokken worden.

De voorzitter nog eens, ter supplementaire garantie voor de heer Melckmans voegt eraan toe: «Messieurs, je tiens à faire remarquer qu'il ne s'agit pas d'une autorisation générale accordée sans conditions, mais que si des particuliers ou des sociétés veulent faire partie d'une association, ils doivent y être autorisés par un arrêté royal.» Wat er achteraf, in het verder verloop van die geschiedenis, van dat koninklijk besluit is geworden weten wij ook allemaal.

Dan zegt de heer Melckmans, de indiener van het ontwerp: «Messieurs, j'accepte l'interprétation donnée par l'honorable M. Mechelynck et appuyée par l'honorable Premier ministre. Il est donc entendu que lorsque des particuliers entrèrent dans une association avec des communes, il ne pourra pas être question d'un but de lucre. Dans ces conditions, je suis d'accord.»

Ik meende dat in dit debat wel eens mocht worden herinnerd aan de ongelooftelijke manier waarop een supplementaire paragraaf in deze wet kwam.

In de Senaat deed de minister verontwaardigd omdat een ander socialist, de rapporteur Vinck, in een verslag van vijf bladzijden de stelling aantoonde die eigenlijk de juiste is, namelijk dat én de gemeentewet én de Grondwet reeds in de negentiende eeuw toelieten al die dingen te doen zonder dat men daarvoor intercommunales moest oprichten.

De minister Carton de Wiart is ondertussen vervangen door Berryer. Deze laatste is kwaad en zegt: «U beweert dat alleen maar om gelijk te krijgen. Ik ga daar niet mee akkoord, maar zal het toch maar bekrachtigen.»

Dat was een stukje historiek.

U kent het standpunt van mijn partij. Waar het mogelijk is, zowel in de produktie als in de distributie, zijn wij voorstander van zuivere toestanden, dus ook van zuivere intercommunales.

Wij geven grif toe dat bepaalde gemeenten in een dergelijke financiële situatie zijn geraakt sinds de 62 jaar verlopen sedert het tot stand komen van de intercommunales, dat de privé-sector het hun onmogelijk maakt de intercommunales zomaar over te nemen zonder dat er onmogelijke toestanden komen. Wij geven toe dat er nu situaties bestaan waar de onmiddellijke overgang naar een zuivere intercommunale niet kan.

Wij zijn niettemin van mening dat ook in die situaties, in gemengde intercommunales tenminste een deel van de administratie en van het personeel op hoger niveau moet behoren tot de overheidssector.

In dat verband hebben wij een amendement ingediend bij artikel 2.

Ik herinner de Vice-Eerste minister aan wat hij in de commissie heeft verklaard, zoals is vermeld op bladzijde 37 van het verslag. Deze materie is immers ook besproken in de commissie. Hij heeft gezegd dat hij er in principe niet tegen is. Ik vraag hem daar eens over na te denken als dat amendement aan de orde komt.

Waarom zijn wij tegen sommige situaties die vandaag bestaan? Wij zijn ertegen omwille van een reeks misbruiken.

Wij hebben reeds gehandeld over het koninklijk besluit, waarmee zo werd uitgekapt in 1920, en dat zagezegd telkens nodig zou zijn om de privé-sector toe te laten. In werkelijkheid is daar niet veel van terecht gekomen.

De heer Basecq, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Collega De Baere zal meer in detail ingaan op de fiscale voordelen voor de privé-sector in de gemengde intercommunales.

Ik verwijs naar bladzijde 37 van het verslag. Daar wordt gehandeld over de misstanden, onder meer gegroeid rond de Vereniging van elektriciteitsbedrijven in België, een professionele organisatie die zowel producenten als verdelers groepeert, waar de gemengde intercommunales naar rata van een aanrekenbaar budget een deel van het personeel betalen. De VEB zegt dat producenten en distributie sommige belangen gemeen hebben. Dat kan wel zijn, maar zij hebben veel meer belangen niet gemeen.

Het bedrag dat per gemengde intercommunale wordt betaald is vrij hoog. Waar in de gemengde intercommunales reeds personeel werkt van de producenten en naar rata van de verschillende intercommunales van een bepaalde zone gemeenschappelijk wordt betaald door de overheidssector, kan een deel van datzelfde personeel ook worden ingezet in de VEB. Een wetsontwerp waarvan men beweert dat het essentiële veranderingen tot stand brengt, had een dergelijke situatie toch moeten saneren.

Wij zouden zo nog verder kunnen gaan. Zo wordt beweerd dat de wet van 1922 een uitzondering was en dat het niet in de bedoeling lag winst te maken. Ik ga daar niet verder op in aangezien anderen na mij deze thema's zullen behandelen.

Ik besluit met de internationale vergelijking die, op ons verzoek, als bijlage II in het verslag is opgenomen op bladzijde 173. Ik moet toegeven dat de verslaggever zo vriendelijk is geweest op mijn verzoek iets te schrappen in deze vergelijking. Ik was namelijk van oordeel dat ze te volledig was. Omdat het groothertogdom Luxemburg niet zoals Nederland, Groot-Brittannië, Griekenland, Ierland, Frankrijk en Italië een groot voorstander is van de overheidssector, was de passus over het Groothertogdom tweemaal zo lang als die van al de andere landen samen. Ik vond dat dit wat overdreven was en de verslaggever was dan ook zo vriendelijk die passus uit het verslag te lichten.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, dit is een slecht ontwerp. De geschiedenis leert ons dat het dikwijls mogelijk is de vooruitgang te stuiten met vertragsmanoeuvres. Dit ontwerp is een vertragsmanoeuvre. Het zal de vooruitgang echter niet kunnen tegenhouden. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Remy.

Mme Remy-Oger. — Monsieur le Président, après les interventions des membres de mon groupe, après celle de notre collègue M. Geldolf, la mienne dans cet important débat sera brève, mais elle se rapporte à un type d'intercommunale dont il n'a pas été question dans le rapport parce qu'elle n'a peut-être pas eu sa place dans les travaux de la commission: il s'agit de l'intercommunale pure à caractère social et au rôle social joué par ce type d'intercommunale pour les populations essortissant aux membres associés.

En cette période de crise, le rôle de ces intercommunales est irremplaçable car la situation précaire d'une partie non négligeable de notre population n'est prise en compte que par les établissements publics, d'où les déséquilibres financiers qu'ils vivent et dont on les rend responsables, à tort.

Il ne faudrait pas que les dispositions du présent projet altèrent davantage encore des situations déjà obérées par la crise.

Or votre projet, monsieur le ministre, bouleverse les règles que les nées avaient parfaites afin d'assurer leur meilleur fonctionnement, eu gard aux services qui étaient demandés aux associations de communes et aux populations.

Si vous n'étiez pas, monsieur le ministre, ce que vous êtes politiquement et philosophiquement, je dirais que votre projet est révolutionnaire, mais révolutionnaire à contresens.

Le législateur national a voulu prendre le pas sur le pouvoir décentralisé de la Région wallonne. Ce législateur est pour le moment en état de force, mais l'utilisation de cette force aura des effets négatifs sur le fonctionnement de ces institutions.

Vous savez très bien que les communes ou les CPAS, pris isolément, étaient incapables de répondre aux besoins sans cesse grandissants, exprimés notamment dans le domaine social, par une population qui très souvent était la population laborieuse, celle qui ne dispose pas de revenus importants et qui ne peut pas se permettre une médecine de luxe ou se payer un support ménager lorsque l'âge, la solitude ou la santé les laissent démunis et désemparés.

Ces communes ont pris le relais des sociétés mutualistes; elles ont dû subir la concurrence de groupes privés très puissants ou encore de corporations tout aussi puissantes. Ces intercommunales sociales ont, avec leur personnel, un grand rôle à jouer à l'égard de tous les habitants.

Le Parti socialiste a présenté en commission une note concernant les trois objectifs à atteindre par les intercommunales. Ces objectifs, non encore atteints parfaitement, sont particulièrement importants pour ce qui touche le domaine social.

Ainsi, il est impérieux d'affranchir la puissance publique de multiples pressions directes ou indirectes exercées sur elles par certains intérêts privés. L'organisation de la santé doit, quand elle l'est par les pouvoirs publics, être libre de toute contrainte. Elle doit pouvoir résister aux intérêts de certains groupes, car c'est l'intérêt de la collectivité qui doit absolument prévaloir.

Nous restons convaincus que c'est dans les institutions publiques qu'il sera possible de mettre en œuvre une autre politique de santé cohérente, axée sur une meilleure santé de la population. Si une telle politique pouvait être pratiquée dans les intercommunales, les expériences actuelles menées par les tenants d'une politique de santé plus progressiste et souvent plus humaine, seraient renforcées et trouveraient un appui sérieux à l'avancement de leurs thèses plus sociales.

La reconduction de l'accord médico-mutuelliste dénoncé par les chambres syndicales ne serait plus alors qu'un épiphénomène.

Comment nier que dans le domaine social, l'objectif visant à substituer dans la gestion des entreprises, la notion de service au bénéfice de la collectivité à celle de profit au bénéfice exclusif des actionnaires, est un objectif prioritaire, plus particulièrement en ces temps de crise?

En effet, actuellement la tendance est nettement au repli sur soi et à l'égoïsme plutôt qu'à la mise en commun des moyens dans un but de solidarité renforcée dont devraient bénéficier la collectivité et ses citoyens les plus nécessiteux. De plus, vous ne parlez pas des inter-CPAS qui ont, elles aussi, un rôle social à jouer, ô combien! Tout qui s'intéresse à leur vie se rend plus que jamais compte de la nécessité de ce rôle.

Malheureusement, ces préoccupations sont absentes de votre projet, monsieur le ministre. Pourtant, il s'agit bien là d'intercommunales.

Comme je viens de le dire, elles ont un rôle social majeur à jouer dans la société de 1984 car la solidarité dont elles sont un instrument doit être renforcée pour faire face aux multiples atteintes dont sont victimes les travailleurs et les allocataires sociaux. Très souvent, par la politique suivie en matière sociale, par le gouvernement dont vous faites partie, des citoyens passent au travers des mailles du filet de la sécurité sociale, voire même de l'assistance sociale. Il est, en effet, courant que les communes isolées éprouvent de graves difficultés pour rencontrer les problèmes sociaux qui se posent à elles de façon grandissante.

La meilleure solution consisterait, à mon sens, à revenir à la notion d'intercommunales pures. L'union des efforts et des moyens contribuerait à trouver la réponse adéquate aux problèmes posés.

Il faut que ces intercommunales puissent vivre comme par le passé; sinon, qui se chargera des plus démunis? Pour les encourager, les objectifs que je viens d'énoncer sont impératifs. Ils impliquent non seulement une démocratisation accentuée, l'allègement de la tutelle et une plus grande transparence des activités, mais aussi davantage de sollicitude.

Votre projet, outre qu'il ne rencontre pas ces objectifs, nie le fait régional et communautaire pourtant si important dans les matières

sociales et de santé. Il contribue à favoriser l'initiative privée dans ce secteur.

Telles sont les raisons essentielles — d'autres encore seront certainement évoquées — pour lesquelles nous ne pouvons accepter ce projet *ne varietur*.

Les amendements déposés par le groupe socialiste constituent une démarche positive. Ils seront défendus en temps voulu dans cet esprit. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Knuts.

De heer Knuts. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting slaat op hoofdstuk 3 van het verslag, namens de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden uitgebracht door de heer collega Van Herreweghe, en meer bepaald op de uiteenzetting van de minister van Binnenlandse Zaken: « Oorsprong en overzicht van de intercommunale verenigingen ».

Ik bedoel hier concreet artikel 108, tweede lid van de Grondwet ingevoerd in 1921, waar onder nummer 3, één van de principes wordt aangehaald: « Die vereniging moet tot doel hebben het gemeenschappelijk beheer van zaken van gemeentelijk of provinciaal belang ».

Hier wil ik specifiek spreken over Limburg. Wij vinden het uitstekend dat de wet op de intercommunes wordt herzien. Na zestig jaar is ze meer dan verouderd.

Ik zal in het kort de socialistische standpunten inzake de intercommunes in herinnering brengen, onder andere wat betreft de controversie gemengde versus zuivere intercommunes.

De socialisten blijven voorstander van de zuivere intercommunes, omdat: de winstverdeling voordeliger is voor de gemeenten, de prijs voor de consument dan meestal interessanter is, de overheid dan meer controle op het beheer heeft.

De beheerders van intercommunes, of het nu gemengde of zuivere betreft, zouden democratischer gecontroleerd moeten worden en zouden competentier moeten zijn. Deze stellingen worden nader toegelicht door andere sprekers van mijn fractie.

Mag ik erop wijzen dat nog heel wat andere vormen van belangrijke intergemeentelijke samenwerking bestaan, zonder dat die daarom de juridische structuur van een intercommunale aannemen.

Zo zijn er bijvoorbeeld de talrijke VZW. Bijgevolg het enkel hebben over de intercommunes als mogelijke vorm van belangrijke, intergemeentelijke samenwerking houdt een sterke beperking in.

Sta mij dan ook toe even dieper in te gaan op de bestaande Limburgse provinciale VZW, die vaak zeer belangrijke maatschappelijke taken vervullen.

In de recreatieve sfeer bestaan: het Provinciaal Verbond voor toerisme in Limburg (PVTL), Vrienden van Bokrijk, Vrienden van het automuseum, Maastrandse Recreatiecentrum (Marec).

In de onderzoeks- en onderwijsfeer: Limburgse Raad voor samenlevingsopbouw (Liso), Vereniging wetenschappelijk onderwijs Limburg (VWOL), Dr. Willemsinstituut, Centrum voor bosbiologisch onderzoek.

Op het vlak van de welzijnszorg: Limburg helpt.

Op het vlak van de economische ontwikkeling in Limburg: Limburgse Economische Raad (Ler), die zeer nauw samenhangt met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij (Gom) voor Limburg.

Op het terrein van de informatie: Limburgs Reken- en Informatiecentrum (Lirc), dat weliswaar vanaf 1 januari 1985 zal samensmelten met de Antwerpse intercommunale Cipa-centrum.

Op cultureel vlak: in de meest brede betekenis van het woord: Limburghal te Genk.

Net zoals in de andere intercommunes beschikt de katholieke zuil in deze organen over een zeer comfortabele meerderheid.

De heer Wyninckx. — Het is aan het veranderen!

De heer Knuts. — Uit de studie ter zake van Mieke Van Haegendoren en Ludwig Vandenhove — zie *Courier* van de Crisp, nummers 971-972: « De machtspositie van de verschillende politieke formaties in het Limburgs maatschappelijk leven » — blijkt bijvoorbeeld dat in 11 van de 12 gevallen het voorzitterschap in handen is van een CVP-député, in één geval is de enige Limburgse PVV-député voorzitter, en dat de katholieke zuil er gemiddeld over 58,4 pct. van de mandaten beschikt in de raden van beheer.

Bovendien zijn 21,4 pct. van de beheerders provinciale ambtenaren, die, gezien het spel der politieke benoemingen en het reeds jarenlang aan de macht zijn van de CVP in Limburg, op zijn zachtst uitgedrukt niet antikatholiek zullen ageren.

Een bijkomende vaststelling is dat de provincie zich in deze organen vaak tevreden stelt met een figurantenrol, hoewel zij een zeer belangrijke financiële inbreng heeft en het voorzitterschap meestal op zich neemt. Hier maken wij bijgevolg kennis met het *in concreto* toepassen van het subsidiariteitsprincipe.

Daarnaast bestaat er nog een specifiek Limburgs verschijnsel, namelijk de VZW voor streekontwikkeling. Ik zal hier even langer bij stilstaan. Waar gaat het om? In de jaren zeventig werden, onder impuls van de Liso, vijf VZW voor streekontwikkeling opgericht, te weten West-Limburg, Noord-Limburg, Zuid-Limburg, Midden-Limburg en het Maasland, met als doelstelling « de algemeen maatschappelijke zowel economische, sociale als culturele ontwikkeling van het betrokken gebied door coördinatie, onderzoek en actie te helpen begeleiden, stimuleren en promoveren als adviserende instantie ».

Niettegenstaande de doelstellingen allemaal in dezelfde richting gaan, zijn de statutaire bepalingen voor elke VZW verschillend.

Op sommige punten hadden deze VZW een zeer belangrijke rol te vervullen. Bijvoorbeeld, de VZW West-Limburg heeft zeer sterk voorbereidend werk geleverd inzake de totstandkoming en het op gang komen van de Intercommunale voor afvalverwerking en -verwijdering van Noord- en West-Limburg (IVNWL).

Nochtans hebben de socialisten heel wat kritiek op de VZW voor streekontwikkeling. Als gevolg van de juridische structuur, de vereniging zonder winst oogmerken, is er nauwelijks controle mogelijk door de overheid niettegenstaande subsidies verleend worden aanvankelijk door de nationale overheid, later door het Vlaamse Gewest, door de provincie en de gemeenten. Er wordt namelijk een vast bedrag per inwoner betaald.

De statuten, die voor elke VZW verschillend waren en zijn, garanderen telkens een permanent overwicht van de vertegenwoordigers van de katholieke zuil. Via speciale statutaire clausules — bijvoorbeeld het fenomeen van de stichtende leden, die onbeperkt in duur deel blijven uitmaken van de bestuursorganen — slaagden zij er namelijk in de katholieke aanwezigheid heel wat groter te laten zijn dan dit normalerwijze volgens de politieke machtsverhoudingen in de betrokken regio op basis van gemeente- of wetgevende verkiezingen het geval had moeten zijn.

De socialisten reageerden hier dan ook op door zich terug te trekken uit de beheersorganen van deze VZW voor streekontwikkeling, en door geen bijdragen per inwoner meer te betalen voor deze VZW voor streekontwikkeling vanuit de gemeenten, waar zij deel uitmaakten van de bestuursmeerderheid.

Even ga ik concreet in op West-Limburg, omdat daar de hele actie op gang werd gebracht. Met de gemeenteraadsverkiezingen in 1982 krijgt de CVP zware klappen in heel wat gemeenten van West-Limburg en verdwijnt uit heel wat gemeentelijke coalities.

De heer Wyninckx. — Het zal er nog niet op beteren.

De heer Knuts. — De CVP behaalde nog slechts 38,17 pct. van het aantal uitgebrachte stemmen.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Wat heeft dit ermee te maken?

De heer Knuts. — De katholieke zuil behoudt desondanks haar meerderheid in de betrokken verenigingen.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Wat bedoelt u met « katholieke zuil »?

De heer Knuts. — SP, PVV en Volksunie reageren door niet langer de vergaderingen bij te wonen noch de bijdragen te betalen. De VZW blijft functioneren als entiteit maar zonder de steun van de gemeenten waarvoor ze eigenlijk opgericht was met financiële middelen van de Vlaamse Gemeenschap en de provincie.

In Noord-Limburg is de situatie gelijkaardig. Daar werken nog slechts twee van de vijf leden-gemeenten mee en betalen bijdragen. Desondanks werkt deze VZW nog steeds en is ze er zelfs onlangs in geslaagd een Dac-project te laten goedkeuren.

Het probleem zit dan ook dieper en is fundamenteeler, reden te meer om er hier even aandacht voor te vragen ook al gaat dit debat vooral over het juridische aspect van de intercommunales.

In het kader van de plannen van gemeenschapsminister Poma om het opbouwwerk te coördineren en te rationaliseren zou voor heel Vlaanderen het Vlaams Instituut ter bevordering van de samenlevingsopbouw, Viboso, opgericht worden als overkoepelend orgaan, en voor Limburg een Regionaal Instituut voor samenlevingsopbouw, Regisol genoemd.

Op zich is dit een goede zaak, maar de concrete invulling in Limburg zou het CVP-overwicht in deze sector bestendigen. Er was namelijk gepland dat de VZW Streekontwikkeling, met haar CVP-overwicht, een bevoorrechte positie zou krijgen in dit Regisol en dit ten nadele van de echte opbouw- en basiswerken in de oorspronkelijke betekenis van het woord, die vooral in de mijnstreek liggen, die politiek ongebonden zijn, en die à propos zeer sterk worden benadeeld bij de toekenning van de subsidies vanuit de Vlaamse Gemeenschap.

Dit alles heeft geleid tot een patsituatie, zowel nationaal als provinciaal, zodanig dat er op een bepaald ogenblik ter zake onderhandelingen gestart zijn op Limburgs vlak tussen de vier traditionele politieke partijen en begeleid door het Liso, over een evenwichtiger samenstelling van de beheersorganen van de vijf VZW voor streekontwikkeling.

De onderhandelingen zijn in een beslissend stadium, zodanig dat de onderhandelaars zelf reeds akkoord gaan over de laatste voorstellen, en ertoe bereid zijn ze te gaan verdedigen tegenover hun respectieve partijorganen.

Waarom deze interpellatie?

Intercommunales als juridische basis zijn een belangrijke vorm van intergemeentelijke samenwerking, maar zijn zeker niet de enige.

Nu kom ik terug, mijnheer de minister, tot uw uiteenzetting over hoofdstuk 3, bevoegdheidsproblemen. Ik citeer uw eigen woorden die voorkomen op bladzijde 16 van het verslag.

«Er zijn ook intercommunales die in feite verenigingen van intercommunale verenigingen zijn.» Dit geldt voor de VZW Streekontwikkeling.

«Er zou een wettelijk kader kunnen worden tot stand gebracht, voor het type van activiteiten, uitgeoefend door die verenigingen die veelal hun nut hebben bewezen. Zulks zou kunnen worden verwezenlijkt door een lichte aanpassing van het ontwerp dat u ter behandeling is voorgelegd.»

Gezien onze fractie in dit hele ontwerp van wet betreffende de intercommunales, deze lichte aanpassing niet terugvindt, kan ze dit wetsontwerp niet goedkeuren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Toussaint.

M. Toussaint. — Mon propos, monsieur le Président, aura pour but d'attirer la particulière attention du ministre sur un aspect du projet qui peut nous avoir échappé lors de notre discussion en commission.

En effet, le texte adopté par notre commission et transcrit à l'article 23, ancien article 22, aura, à notre avis, une répercussion très néfaste sur la viabilité des intercommunales pures, au cas où plusieurs communes quitteraient celles-ci en faveur de l'intercommunale mixte, même si cette perte est compensée par des communes d'une importance égale quittant l'intercommunale mixte pour une intercommunale pure.

Pour rappel, le texte est le suivant: «La commune qui se retire a, nonobstant toute disposition statutaire contraire, le droit à recevoir sa part dans l'association telle qu'elle résulte du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.»

Comme justification, il est renvoyé à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, où il est stipulé ce qui suit: «L'associé démissionnaire ou exclu ne peut provoquer la liquidation de la société; il a droit à recevoir sa part telle qu'elle résultera du bilan de l'année sociale pendant laquelle la démission a été donnée ou l'exclusion prononcée.»

Nous faisons toutefois observer que les statuts des intercommunales peuvent déroger à la loi sur les sociétés commerciales, et cela est en égalité souvent le cas, y compris pour l'article 153. Il s'agit ici, en effet, l'associations créées par et pour les pouvoirs publics, pour lesquelles il a lieu de prévoir, dans certaines matières, des normes qui leur sont propres.

Il existe par ailleurs une différence essentielle entre la structure d'une intercommunale mixte et celle d'une intercommunale pure, par exemple ce qui concerne l'acquisition du patrimoine et l'autofinancement.

Dès sa constitution, l'intercommunale pure est propriétaire de toutes les installations acquises par ses moyens propres — capital et réserves — et par des emprunts dont les charges sont annuellement supportées par l'exploitation.

Il y a quelques années encore, la plupart des intercommunales mixtes étaient des intercommunales d'usage. En effet, c'étaient les associés qui restaient propriétaires des installations et faisaient apport dans l'intercommunale de leur usage.

Dans la plupart des cas, à part la réserve légale appliquée sur le solde bénéficiaire après attribution de la redevance pour l'utilisation des installations, on ne constituait pas d'autres réserves.

Il est à remarquer que sur le plan national, l'apport de l'usage des installations se fait pour plus de 80 p.c. par la société privée, et pour 20 p.c. au plus seulement par les communes!

Au cours des dernières années, les intercommunales mixtes se sont transformées en intercommunales propriétaires, étant donné que les associés ont fait apport de la propriété de leurs installations en échange de parts sociales, et qu'à l'avenir les nouvelles installations peuvent être financées soit par l'intercommunale mixte, soit par les associés.

Jusqu'à présent cependant, le paquet de parts pour l'apport des installations reste pour 80 p.c. entre les mains de la société privée et, en dehors de la réserve légale, l'intercommunale mixte elle-même n'acquiert pratiquement pas de propriété par autofinancement ou par des emprunts.

Il s'ensuit qu'actuellement les intercommunales mixtes ne possèdent pratiquement rien alors que les intercommunales pures sont presque entièrement propriétaires de leurs installations.

D'une part, la commune devra reprendre les installations à leur valeur comptable ou d'expertise — alors qu'une commune qui quitte une intercommunale pure au profit d'une intercommunale mixte participera dans l'actif net de l'intercommunale pure, si bien qu'elle se retirera en tant que propriétaire des installations d'électricité situées sur son territoire sans devoir les payer — mais d'autre part, sa participation dans l'actif net sera du même ordre de grandeur que la valeur de reprise. Comme cette commune sera propriétaire des installations, elle fera apport de cette propriété en échange de parts sociales, sans que ni la commune ni l'intercommunale mixte ne doivent faire des dépenses.

Par contre, une commune qui quitte une intercommunale mixte en faveur d'une intercommunale pure participera dans l'actif net qui se montera à 10 p.c. au maximum de la valeur des installations à reprendre.

Cela aura pour conséquence que la commune ou l'intercommunale pure devra payer au moins 90 p.c. des installations à reprendre.

Donc, d'une part l'intercommunale pure ne recevra pas d'argent pour les installations qu'elle cède, mais elle devra payer 90 p.c. au moins de la valeur des installations qu'elle reprend.

D'autre part, l'intercommunale mixte recevra au moins 90 p.c. de la valeur des installations qu'elle cède, et elle ne devra rien payer pour les installations qu'elle reprend.

Je vous invite à vérifier.

M. Paque. — Il en est bien ainsi.

M. Toussaint. — Cela signifie une discrimination au détriment des intercommunales pures et à l'avantage des intercommunales mixtes.

L'application de cet article 23 constitue une injustice à l'égard des intercommunales pures et est dès lors inacceptable. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Paque. — Très bien!

M. Delmotte. — Brillante démonstration.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Baere.

De heer De Baere. — Mijnheer de Voorzitter, het ontwerp van wet nummer 529 betreffende de intercommunales heeft de institutionalisering van de particuliere participaties in de intercommunales op het oog en dit leidt onvermijdelijk tot beheersmethoden waarbij in vele gevallen nauwelijks nog rekening wordt gehouden met het algemeen belang.

De invoering van een bijzonder gunstig fiscaal statuut vormt een deel van het geheel. Het ontwerp verbetert niet alleen het statuut van de particuliere aandeelhouders van de intercommunales, maar verleent hun een bijzonder gunstig fiscaal statuut aangezien van de intercommunales

geen enkele provinciale of gemeentelijke belasting meer geheven mag worden.

De regering verklaart een tweevoudig doel na te streven :

1. Bezuinigingen uitvoeren met het oog op een gezondmaking van de openbare financiën;

2. Inspanningen die daarvoor moeten worden geleverd, zo rechtvaardig mogelijk over alle bevolkingsgroepen verdelen.

Het lijkt dan ook verantwoord een bijkomende inspanning te vragen van de energiesector die, het kan niet worden ontkend, een der weinigen is die uit de heersende economische crisis niet te versmaden financiële voordelen heeft gehaald.

Nu zowel aan de werknemers als aan de werkgevers nieuwe lasten worden opgelegd, is het onlogisch en onaanvaardbaar aan een welbepaalde sector van de nijverheid fiscale voordelen te blijven toekennen, die volgens een voorzichtige raming miljarden per jaar bedragen.

De toepassing van de vigerende wetgeving heeft tot gevolg :

a) Dat de dividenden die de private partners-zaakwaarnemers in de gemengde intercommunales voor nutsvoorzieningen ontvangen, slechts belast worden met 6 pct. voor het gedeelte dat niet hoger is dan 4 pct. van de boekwaarde der installaties die in eigendom of in gebruik in de intercommunale werden ingebracht;

b) Dat het overige gedeelte met een voorheffing van 20 pct. wordt belast;

c) Dat de zeer belangrijke dividenden die de private partners-producten in de gemengde intercommunales ontvangen, slechts met 20 pct. worden belast waar ze, mocht dezelfde winst in de eigen onderneming zijn verwezenlijkt, aan de normale vennootschapsbelasting zouden worden onderworpen.

Van de belaste dividenden zal 95 pct. in mindering mogen worden gebracht van de eigen vennootschapswinst.

Dit heeft zijn gevolgen bij toepassing van eventuele opdecieimen of extra heffingen op de grote winsten.

De bewering als zou deze gunstige fiscale regeling van belang zijn voor de handhaving van het gemeentelijk aandeel in de winsten van de gemengde intercommunales gaat niet op vermits het gemeentelijk aandeel in de meeste gevallen ongeveer gelijk is aan de niet door de Staat gevorderde belasting.

In wezen is het dus de Staat die de quasi integrale last van de gemeentelijke dividenden draagt.

Zelfs als er op het ogenblik waarop het « fiscaal voordeel » voor de privé-maatschappijen in de gemengde intercommunales werd ingevoerd, daarvoor aanvaardbare redenen waren, is het billijk dat ook zij aan de gevraagde inspanning ten bate van de natie zouden deelnemen.

De Vlaamse socialistische opteren voor zuivere intercommunales, niet louter uit ideologische overwegingen, maar omdat de zuivere exploitatievorm voordeliger is voor de gemeenten.

Wij menen dat een einde moet worden gemaakt aan de mogelijkheid om de dividenden van gemengde intercommunales af te trekken van de belastbare winst.

De dividenden die de gemengde intercommunales voortaan uitbetalen, zijn onderworpen aan de normale roerende voorheffing van 20 pct. Deze dividenden worden bij de winsten gevoegd van de privé-partner. Voor de berekening van de belastbare winst van de partner worden zij nochtans niet in aanmerking genomen.

Wanneer immers een vennootschap zelf venoot is in een andere vennootschap en daaruit dividenden verkrijgt, zijn deze normaal reeds belast aan de bron in de vennootschapsbelasting of roerende voorheffing om de dubbele belasting van deze inkomsten te vermijden telkens zij in de winst van een andere vennootschap voorkomen en zij aftrekbaar zijn van de winst, beperkt tot 95 pct.

De dividenden uit gemengde intercommunales vallen onder deze regel en worden als definitief belaste inkomsten beschouwd die kunnen worden afgetrokken. Zij mogen ook worden afgetrokken van de verschuldigde belastingen van de privé-partner op zijn andere winsten zodat deze dividenden praktisch niet belast worden; alleen op de 5 pct.

Het is niet normaal dat deze inkomsten zo weinig worden belast. Daarom zouden zij niet langer aftrekbaar mogen zijn. Dit volkomen onbillijk stelsel in de huidige crisistijd moet worden gewijzigd. De vrijstelling van de winst van de intercommunales zou begrijpelijk zijn op voorwaarde dat zij, bij uitkering aan particuliere aandeelhouders, geen

bevoorrecht statuut meer zouden genieten. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Grosjean.

M. Grosjean. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, d'autant plus chers qu'ils deviennent plus rares...

M. Wyninckx. — Les meilleurs sont là !

M. Grosjean. — Je m'en aperçois ... Je voudrais émettre quelques considérations sur la comparaison qu'on peut établir entre les intercommunales dites pures, et ce mot ne manque pas de sel, et les intercommunales mixtes; cette comparaison s'avère essentiellement intéressante dans le secteur du gaz et de l'électricité.

La nécessité ressentie par les communes de s'associer entre elles pour assurer ou exploiter des services communaux a été à la base de la création de la loi du 1^{er} mars 1922.

L'esprit de cette loi était clair en prévoyant, comme principe, la primauté des pouvoirs publics dans ces entités à caractère d'utilité publique ou d'intérêt communal.

C'est ainsi qu'on a pu constater la constitution, très peu après la date de promulgation de cette loi, d'intercommunales sans participation aucune d'un partenaire privé et, en l'occurrence, la formation de l'Association liégeoise d'électricité dans la province de Liège, la *West-Vlaamse Elektriciteitsmaatschappij* en Flandre occidentale, La Provinciale brabançonne d'électricité dans le Brabant et la Société provinciale de la province de Limbourg, Interelectra.

A titre exceptionnel, la loi avait prévu également la participation d'un partenaire privé.

Ainsi, la première intercommunale mixte créée dans le pays, l'intercommunale IMEA dans la province d'Anvers, a vu le jour dix ans après la promulgation de la loi de 1922.

Après, au fil des années, on a assisté à la création de concessions accordées par les communes à des sociétés privées pour l'exploitation de la distribution du gaz et de l'électricité.

Le mot « exploitation », en ce qui concerne la matière ici traitée, ne manque pas, lui non plus, de sel.

Je voudrais me référer à un texte que j'ai trouvé dans le bulletin trimestriel édité par le Crédit communal en janvier 1984; il fournit quelques données représentatives des bilans et des comptes résultant d'une enquête relative à l'exercice 1981.

Je ne reprendrai pas les 201 observations qui y sont contenues, mais je citerai simplement les chiffres au niveau des résultats de l'exercice 1981 des intercommunales regroupées dans cinq catégories différentes : catégorie « Divers » où l'on a classé tout ce qu'on ne peut classer ailleurs, un bénéfice de 76 millions; « expansion économique, aménagement du territoire, immondices et épuration des eaux », une perte de 252 millions; « institutions et œuvres médico-sociales », une perte de 856 millions; « captage et distribution d'eau », une perte de 4 millions; enfin, « électricité, gaz, télédistribution », un gain de 20 milliards 327 millions.

Cela démontre à suffisance pourquoi les sociétés privées ont accepté de s'occuper de l'exploitation, et je répète le mot, l'exploitation de la distribution de gaz et d'électricité.

En 1953, sous la pression de menaces de nationalisation du secteur énergétique, le secteur privé a modifié ses concessions en des intercommunales mixtes.

Des promesses d'un droit de regard par les communes dans la gestion de l'entreprise, des tarifs plus bas et une participation dans les bénéfices, ont eu comme conséquence que la majorité des communes s'est affiliée à ces nouvelles intercommunales mixtes.

En contrepartie, les sociétés privées recevaient une compensation, par une exonération de taxes, de telle sorte qu'un équilibre s'établissait entre les ristournes accordées aux communes et les montants qui n'étaient plus dus aux contributions.

En ce qui concerne le fonctionnement des intercommunales mixtes, on constate, dans leurs conseils d'administration, une représentation paritaire entre mandataires publics et administrateurs privés. Ces conseils d'administration confient l'exploitation entière à la société privée, partenaire de l'intercommunale mixte.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'expliquer longuement l'exemple que j'avais choisi en réunion de la commission, à savoir la création de

l'intercommunale «Intermosane» dans la région liégeoise, qui a fait couler beaucoup d'encre.

Si, au départ, on avait voulu créer une intercommunale mixte composée de trois cités importantes situées sur la Meuse — Liège, Huy et Visé —, on a finalement créé «Intermosane» en alliant simplement la commune de Liège à la commune de Hombourg qui comptait à ce moment environ 900 habitants, et qui ne se trouve pas sur la Meuse.

Récemment, lors de la constitution d'intercommunales mixtes de regroupement, ce contrat de gestion a été transformé en un contrat d'exécution.

Les conseils d'administration de ces nouvelles intercommunales sont composés pour deux tiers de mandataires publics et pour un tiers d'administrateurs privés.

Cependant, ces derniers ont un droit de veto.

Ces modifications n'ont, en réalité, entraîné aucun changement dans la gestion réelle des entreprises mixtes dans laquelle, en principe, toutes les décisions sont prises par les bureaux d'études appartenant aux partenaires privés. En réalité, c'est l'arbre qui cache la forêt, car ces bureaux d'études sont téléguidés, et s'ils le sont, ce n'est certes pas par les mandataires publics.

Il est clair que dans tout ce système, ce qui suscite l'intérêt du capital privé, c'est le bénéfice réalisé sur ces activités de distribution du gaz et de l'électricité.

Et pourtant, la participation du secteur privé dans pratiquement 78 p.c. du territoire national est contraire à l'esprit de la loi de 1922. Dans le nouveau projet, les atteintes à la loi initiale risquent d'être consacrées.

Voyons maintenant quels avantages les communes peuvent retirer dans un cas et dans l'autre.

Si l'on compare les chiffres des bénéfices attribués aux communes, on constate que celles-ci ont tout avantage à rester dans le secteur public pur.

En effet, on voit au niveau national que, pour l'exercice 1982, un bénéfice net de 34,3 centimes + 6,4 centimes de réserve soit 41 centimes/kWh est attribué aux communes, alors que, dans les intercommunales mixtes, les communes ne touchent que 24,6 centimes + 0,008 centimes, soit approximativement 25 centimes/kWh. Ceci représente une différence de 16 centimes au kWh, soit 64 p.c. d'écart.

Le même raisonnement peut être tenu pour le gaz, où les écarts se présentent comme suit: 1,7 centimes/mégajoule aux communes dans les intercommunales mixtes et 2,5 centimes/mégajoule aux communes dans les intercommunales pures, soit 47 p.c. de différence en faveur du système pur.

Il découle de ces deux données capitales que toutes les communes ont intérêt, comme déjà exposé ci-avant, à s'associer en des intercommunales publiques pures.

Les chiffres précités en disent long quant à l'intérêt que portent les sociétés privées à la participation dans des intercommunales mixtes, d'autant que, par la présence du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz, une certaine rentabilité dans ce secteur est garantie.

En ce qui concerne le personnel, on peut estimer que sa situation est quasi la même dans les deux systèmes d'exploitation.

Cependant, dans les intercommunales pures, ce personnel appartient à ces intercommunales, alors que dans une intercommunale mixte l'exploitation est effectuée par du personnel du partenaire privé.

J'en reviens à l'exemple que j'ai cité tout à l'heure. L'employeur des ouvriers qui travaillent dans l'intercommunale «Intermosane» qui dessert les régions liégeoise et verviétoise, est en réalité la société Intercom.

Le pouvoir public n'a donc aucun droit de regard dans la gestion du personnel.

La grande distinction entre les intercommunales mixtes et les intercommunales pures réside dans les dispositions statutaires réglant la répartition du bénéfice. En effet, dans les intercommunales pures la totalité du bénéfice retourne à la collectivité, alors que dans les intercommunales mixtes celui-ci est à partager entre les communes et les sociétés privées.

Le fond du problème est là. Le choix politique est là. Les démocrates-chrétiens ont choisi les sociétés privées et nous le regrettons. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, une fois encore, une fois de plus, le débat de ce jour relatif au projet de loi ayant trait aux intercommunales ne sera pas à la gloire du gouvernement qui nous dirige. Pour celui qui se sera donné la peine de lire intégralement les quelque 180 pages d'un rapport reçu vendredi passé pour un projet de loi qui, lui, ne contient que peu d'articles très courts et surtout à l'allure anodine, la preuve est faite.

Le profane ne manquera pas d'être étonné — c'est le moins qu'on puisse dire — de lire à l'article 3: «Les intercommunales sont des personnes morales de droit public. Quels que soient leur forme et leur objet, elles n'ont pas un caractère commercial.» C'est clair, c'est très clair.

Pourquoi alors, dès l'article 4, troisième ligne, prévoit-on que les statuts reprennent les dispositions imposées par la législation sur les sociétés commerciales?

Pourquoi à l'article 17 est-il exigé que les statuts devront en tout cas consacrer les principes énoncés aux articles 70 et 71, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales?

Pourquoi à l'article 24 est-il prévu que la comptabilité de l'intercommunale est tenue selon la législation relative à la comptabilité des entreprises?

Pourquoi à l'article 27 prévoit-on le cas de l'application de la TVA si, comme il est dit à l'article 3, les intercommunales n'ont pas de caractère commercial? Si acheter et vendre un produit, l'eau, le gaz, l'électricité, n'est pas un acte commercial, de quoi s'agit-il?

Mais il y a beaucoup plus grave. Nous savons tous — et le grand public le sait également — que, depuis que des problèmes linguistiques lui ont été soumis, le Conseil d'Etat a émis de nombreux avis contradictoires. Dans la lecture du résumé des déclarations faites en commission, chacun maintenant peut trouver la confirmation de ce que je viens de dire à propos des contradictions du Conseil d'Etat.

Il est évident maintenant que, sur le même sujet, celui de la répartition des compétences entre l'Etat et les régions, ce même Conseil d'Etat a dit blanc et noir. Voyez à ce sujet l'avis du 17 décembre 1980 sur le projet Coëme et ceux des 9 et 16 mars 1983 sur le présent projet, sans parler de sa façon d'éluder l'obstacle de l'article 108, paragraphe 4, de la Constitution, qui interdit aux conseils communaux de délibérer en commun. On a parlé à ce propos d'application sélective de la Constitution. Ah! qu'en termes choisis ces choses-là sont dites!

Mais il y a pire encore dans ce projet. La lecture des critiques et remarques judicieuses et pertinentes de l'Union des villes et communes dont, comme toujours, dans votre superbe dédain de tout ce qui n'émane pas de vous, vous n'avez évidemment tenu aucun compte, le prouve à satiété.

Vous n'avez pas craint, monsieur le ministre, pour contrer le décret Coëme, de provoquer des situations aberrantes, comme celle qui consiste à devoir consulter tous les conseillers communaux sur tel ou tel point bien précis. Vous allez ainsi provoquer une montagne de paperasse inimaginable, alors que partout, en votre qualité de ministre de la Fonction publique, cette fois, vous vous vantez, à chaque occasion, de mettre de l'ordre, de diminuer la paperasserie et d'utiliser plus sagement les services du personnel.

Que dire de vos solennelles proclamations d'économies à tout prix, que vous allez pratiquer à rebours dans l'usage excessif des envois postaux par dizaines de millions! Il est vrai, il faut le reconnaître, qu'à ce moment, ce sont vos chers collègues des Communications et des PTT qui se froteront les mains. Le malheur des uns ne fait-il pas le bonheur des autres?

M. Wyninckx. — Avec la désorganisation des services postaux!

M. Eicher. — Restons-en aux remarques de l'Union des villes et communes.

Comment ne pas relever en page 179 du rapport: «Il y aurait donc deux niveaux de décision: celui des corps électoraux groupant tous les conseillers communaux et celui de l'assemblée générale groupant les délégués des communes et autres associés.» *Quid* si jamais l'assemblée générale statutaire ne ratifie ou ne confirme pas les décisions des corps électoraux ou les modifie?

On met donc sur pied un système non seulement compliqué mais créant, de plus, un risque de tensions entre les conseillers communaux réunis en corps électoraux et les délégués des communes réunis en

assemblée générale. On multiplie ainsi les occasions de recours et d'annulation.

« L'intercommunale gère des objets dont la gestion lui est confiée par les communes qui s'en sont dessaisies. Elle doit rester, dans sa gestion, l'expression de la volonté des majorités politiques des communes qui la constituent. Il faut éviter que, par l'application de certaines règles légales en matière de désignation, l'intercommunale soit finalement gérée par des représentants de groupes politiques minoritaires. Le lien le plus étroit et privilégié et un climat de confiance doivent être établis entre les collègues majoritaires des communes les plus importantes et l'intercommunale. Si l'on ne respecte pas ce principe, on aura à faire face à des tensions graves; la gestion de l'intercommunale risque d'être sabotée et finalement l'intercommunale elle-même éclatera. » Le projet « présente cependant une grave lacune, à savoir l'absence de tout délai tant pour la tutelle d'approbation que pour la tutelle d'annulation. Il est indispensable qu'il soit prévu :

1. Un délai, le plus court possible dans lequel la décision d'improbation ou d'annulation doit être prise; si ce délai est dépassé, la décision est obligatoire;

2. Une possibilité de recours contre la décision de l'autorité de tutelle si celle-ci n'est pas le pouvoir central ou régional ».

La vérité, monsieur le ministre, ayez le courage de la dire publiquement, c'est que votre parti s'est fait tirer l'oreille depuis que la proposition de décret Coëme a été déposée au Conseil régional wallon. On vous y a vu d'ailleurs monter aux barricades alors que vos présences dans cet organe sont extrêmement rares, et après les documents un peu spéciaux qui y furent distribués, le grand public a compris le pourquoi de votre colère, de votre rage de ne pouvoir tuer dans l'œuf cette proposition qui osait s'attaquer aux prébendes des électriciens.

Il faut que le public sache que via le consommateur, via des prix garantis à la hausse via l'index, après des amortissements gigantesques, après paiement de traitements et de pensions dont le montant est d'ailleurs fort supérieur à celui des agents des services publics exerçant des fonctions similaires et dont vous grignotez sans cesse le pouvoir d'achat, les trois sociétés productrices d'électricité réalisent près de 14 milliards de bénéfice net pour 35 000 francs d'impôts!

Et ce n'est pas tout! Il faut que le public sache aussi ce qui est écrit à la page 25 du rapport, à savoir que le régime fiscal des intercommunales se révèle extrêmement favorable aux partenaires privés, ce que d'ailleurs personne n'a contesté en commission.

On y lit: « Les bénéfices des intercommunales ne subissent que la perception du précompte mobilier, soit 20 p.c. à l'heure actuelle et 25 p.c. selon le projet de loi fiscale.

De plus, ces bénéfices distribués sont considérés comme des revenus définitivement taxés et, conséquemment, ils peuvent être déduits à raison de 95 p.c. par les actionnaires privés des intercommunales. Ainsi, Intercom, Ebes et Unerg ne paient pas d'impôt des sociétés sur leurs revenus provenant d'intercommunales. Les dividendes distribués par ces sociétés ouvrent encore aux actionnaires le droit à un crédit d'impôt de 57,5 p.c. alors que ces sociétés n'ont, en fait, pas été taxées.

Ce système est tout à fait injuste. La non-taxation des bénéfices des intercommunales peut se comprendre à la condition que ces bénéfices, en cas de distribution aux actionnaires privés, cessent d'avoir un statut privilégié. »

Monsieur le ministre, il est intolérable d'avoir eu droit à un crédit d'impôt de 57,5 p.c. au profit des actionnaires privés alors que ce même pourcentage n'a pas été versé au Trésor. Comment pouvez-vous admettre

un tel cadeau de l'Etat, alors que toute l'équipe gouvernementale rogne sur les dépenses fiscales, notamment bien au-delà de la limite du tolérable dans certains domaines.

A la vérité — et ce sera ma conclusion —, vous déroulez un tapis rouge sous les pieds des électriciens. Que pensent de tout cela vos collègues démocrates-chrétiens de cette assemblée qui ne sont évidemment pas présents? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Wyninckx. — Le sang des nobles coulera!

M. le Président. — Je propose d'interrompre ici la discussion générale et de la reprendre demain à 15 heures. (*Assentiment.*)

PROPOSITION DE LOI — VOORSTEL VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — M. Roland Gillet a déposé une proposition de loi visant à protéger le vendeur en cas de faillite de l'acheteur.

De heer Roland Gillet heeft ingediend een voorstel van wet tot bescherming van de verkoper bij faillissement van de koper.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

Demandes — Verzoeken

M. le Président. — Le bureau a été saisi des demandes d'interpellation suivantes:

1. De M. Désir au Premier ministre, au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, et au secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « la répartition, pour la Région bruxelloise, du produit de la redevance radio et télévision »;

Het bureau heeft de volgende interpellatieverzoeken ontvangen:

1. Van de heer Désir tot de Eerste minister, tot de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, en tot de staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de verdeling van de opbrengst van het kijk- en luistergeld voor het Brussels Gewest »;

2. De M. Vandenhoute au Premier ministre sur « la nécessité urgente de doter la Région bruxelloise d'un statut adéquat, à titre d'exemple par l'instauration d'une zone franche ».

2. Van de heer Vandenhoute tot de Eerste minister over « de dringende noodzaak om aan het Brussels Gewest een passend statuut te geven door bij wijze van voorbeeld een vrijzone in te stellen ».

La date de ces interpellations sera fixée ultérieurement.

De datum van deze interpellaties zal later worden bepaald.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 25 octobre 1984, à 15 heures.

De Senaat vergadert morgen, donderdag 25 oktober 1984, te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 21 h 45 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 21 u. 45 m.*)